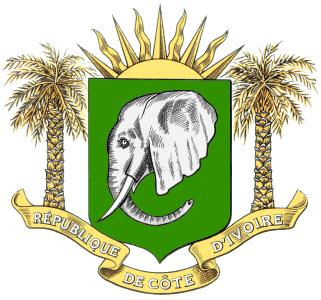


**LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE REPUBLIQUE DE CÔTE D’IVOIRE**

Union – Discipline– Travail



*Abidjan, le*

**N° /MR/CAB/CS**

**A son Excellence**

**Monsieur le Président de la République**

**ABIDJAN**

**Objet** : *Rapport Bilan d’activités 2007-2010*

***Excellence Monsieur le Président de la République,***

Conformément à l’article 20 de la loi organique N° 2007-540 du 1er Août 2007 fixant les attributions, l’organisation et le fonctionnement de l’Organe de médiation dénommé «  le Médiateur de la République », j’ai l’honneur de vous présenter **le rapport cumulé des activités de l’Institution 2007-2010.**

Veuillez agréer, ***Monsieur le Président de la République,*** l’assurance de ma très haute considération et de mon sincère dévouement.

**M. Mathieu EKRA**

** LE LOGOTYPE DU MEDIATEUR**

**DE LA REPUBLIOQUE DECOTE D’IVOIRE**

**LA MEDIATION :**

La médiation est un mode alternatif de règlement des conflits, qui induit la nomination d’un tiers appelé MEDIATEUR ayant pour rôle de proposer une solution de conciliation aux parties en litige. Cette procédure s’articule autour de trois pôles :

* Les parties en litige ;
* L’objet du litige ;
* Le Médiateur.

**DESCRIPTIF DU LOGO**

Le logo se compose de deux éléments principaux :

-La carte de la Côte d’Ivoire ;

-Les trois personnages.

1. La carte de la Côte d’Ivoire

La carte aux couleurs du drapeau national (orange – blanc – vert) symbolise ou représente l’espace géographique de notre pays, la Côte d’Ivoire, une et indivisible.

1. Les personnages

C’est un groupe de trois personnages dont un central qui représente le Médiateur de la République et deux personnages latéraux qui sont les parties en litige, à réconcilier.

Les bras croisés en forme d’ivoire d’éléphant appartiennent aux parties réconciliées qui s’étreignent dans l’euphorie de la paix et de la Cohésion retrouvées, sous le regard bienveillant et satisfait du Médiateur de la République.

Le Médiateur de la République est représenté en blanc, couleur de pureté, de neutralité.

**DEVISE** : L’Institution du Médiateur de la République a pour devise : **Ecouter – Conseiller - Protége**

RAPPORT D’ACTIVITES 2007 – 2010

**LE Siège de l’Institution « Le Médiateur de la République » **

**28 BP 1006 Abidjan 28**

**Tél**  : (225) 22-44-21-68

**Fax** : (225) 22-44-21-44

**E-mail** : [mediateur@afnet.net](mailto:mediateur@afnet.net)

**Abidjan (Côte d’Ivoire**)

**Site Web : www.lemediateur.ci**



**M Mathieu EKRA**

**MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**

**SOMMAIRE**

**Première partie**

**A – INTRODUCTION**

**B – LE MOT DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**

**Deuxième partie**

**LES DIFFERENTS TYPES DE MEDIATION**

**Troisième partie :**

**LES FAITS SAILLANTS**

**A – Remise du rapport d’activités 1997 – 2006 au Président de la**

**République**

* Intervention du Médiateur de la République
* Extraits de l’intervention du Président de la République
* Photos de la remise du rapport

**B – Remise du rapport d’activités 1997 – 2006 au Président de**

**l’ Assemblée Nationale**

**Quatrième partie :**

**LA GESTION DES RECLAMATIONS**

**A – Accès au Médiateur de la République et le traitement des**

**réclamations au siège de l’Institution et dans les délégations régionales**

1 – Les conditions d’accès au Médiateur de la République

2 – La procédure suivie pour le traitement des réclamations

3 – Les moyens de traitement des réclamations

3-1- les moyens humains

3-2- les moyens matériels

**B – Etat des dossiers traités**

1 – Répartition par secteur d’instruction

2 – Répartition des réclamations par zones (Siège-Région)

3 – Répartition des réclamations selon la structure ou la personne

mise en cause

4 – Répartition des réclamations suivant le statut des requérants

5 – Répartition des réclamations suivant le genre

6 – Situation des dossiers suivant l’Etat d’Instruction

7 – Tableau d’évolution de la saisine du Médiateur

8 – Liste des organismes et personnes mis en cause

**C – Quelques cas significatifs de réclamations**

1 – Les cas du secteur général et institutionnel

2 – Les cas du secteur des affaires économiques et financières

3 – Les cas du secteur affaires sociales

4 – Les cas du secteur foncier, urbanisme et collectivités territoriales

5 – Les cas du secteur juridique

6 - Autres demandes de médiations

**D – Analyse et Commentaires**

**Cinquième partie**

**LES AUTRES ACTIVITES DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**

**A – Au plan national**

I – Les audiences accordées par le Médiateur de la République

II – Les cérémonies officielles

III- Les séminaires de formation

IV- La représentation à la commission des droits de l’homme

de Côte d’Ivoire (CNDHCI)

V – Autres représentations

V-1- Journée Internationale de la Justice

V-2- Reconstruction et Réinsertion de la Côte d’Ivoire

**B – Au plan international**

I – Activités dans l’espace UEMOA

I-1- La rencontre des Médiateurs des 8 pays membres de

l’UEMOA (A.M.P.- UEMOA) à Ouagadougou (Burkina) du 11

au 12 février 2008

I-2- La rencontre des Médiateurs des 8 pays membres de

l’UEMOA (A.M.P. – UEMOA) à Ouagadougou (Burkina) du

29 au \*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*\*octobre 2008.

II – Activités dans l’espace AOMF

II-1- La réunion de concertation des Médiateurs de la région

Afrique de l’Ouest à Abidjan (Côte d’Ivoire)

du 29 au 30 octobre 2007

II-2- Le 5ème Congrès de l’A.O.M.F à Bamako (Mali) du 11 au

30 décembre 2007

II-3- La réunion du Conseil d’Administration de l’Association

des Ombudsmän et Médiateurs de la Francophonie

(AOMF) à Rabat (Maroc) du 17 au 18 novembre 2008.

III-4- 6ème Congrès de l’AOMF à Québec (Canada)

III– Activités dans l’espace AOMA

III-1- La 2ème Assemblée Générale des Ombudsmän et

Médiateurs Africains (A.O.M.A) à Tripoli (Libye)

du 08 au 11 avril 2008.

IV– Formation des collaborateurs des Médiateurs

* A Rabat (Maroc) du 12 au 13 Décembre 2007
* Du 16 au 27 mai 2008
* Du 02 au 04 décembre 2009.

V– Autres rencontres

V-1- Le colloque International organisé du 04 au 06 décembre 2007

à Porto Novo par l’Organe Présidentiel de Médiation du Bénin

V-2- Le 3ème Forum Mondial des Droits de l’Homme à

Nantes (France) du 30 juin au 03 juillet 2008.

**Sixième partie :**

**RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES**

A – Recommandations

B – Perspectives

**Conclusion**

**Annexes à fin de rapport**



**PREMIERE PARTIE**

**A- Le mot du Médiateur de la République**

**B- Introduction**



**LE MOT DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**

**« Conseiller et Protéger »**

Le 21 Juillet 2009, le Grand Médiateur de la République a remis solennellement au Président de la République, les deux tomes constituant son rapport-bilan 1997-2006, soit dix ans d’activités.

Le présent rapport couvre une nouvelle période de quatre ans d’activités. Il s’agit des années 2007 – 2008 -2009 et 2010 pendant lesquelles de nombreux dossiers ont été traités en toute objectivité par ses collaborateurs.

Ce faisant, ils ont eu à cœur d’humaniser les rapports entre le citoyen et l’administration, tels qu’inscrits dans la vocation du Médiateur de la République.

Cette attitude procède de notre souci de vulgariser davantage l’Institution du Médiateur de la République et d’en faire la promotion afin que les citoyens qu’elle est censée protéger, la connaissent mieux et la sollicitent sans retenue, en cas de besoin.

« Recevoir des plaintes et tenter d’y apporter des solutions satisfaisantes pour tous, est le rôle de base du Médiateur, mais qui ne saurait s’arrêter là. En effet, dans sa position privilégiée d’observateur des difficultés de l’Administration, l’Institution est naturellement appelée à faire des constats face à des situations répétitives et à apporter des diagnostics et éventuellement des remèdes ».

C’est dire l’utilité de cette Institution qui mérite d’être connue par le grand public car les prestations qu’elle offre aux usagers sont gratuites.

Dans cette perspective, il importe d’accorder un intérêt particulier au nécessaire projet de démembrement de l’Institution par la mise en place de Médiateurs Délégués d ans les Régions déjà ciblées, afin de la rapprocher des usagers.

Somme toute, les défis à relever pour crédibiliser l’Institution en la rendant viable, efficace, performante et populaire, sont réels et multiples.

Dans cette optique, il s’agit d’accroître ses moyens en ressources humaines, en ressources humaines, en capacités financières et en moyens logistiques.

En la manière et pour sa plénitude d’action, l’Institution compte sur l’appui personnel du Chef de l’Etat, garant de l’autorité et de l’indépendance de notre organe dont il a souligné lui-même la nécessité dans le mécanisme des modes de règlement des conflits.

Je rappelle que le présent document a pour but de présenter au Chef de l’Etat, ainsi qu’aux autres autorités du pays et au grand public, par la voie du Journal Officiel, les activités menées durant quatre années d’exercice.

Je souhaite à tous d’y trouver des informations utiles à l’application du rôle et de la mission du Médiateur de la République.

**M Mathieu EKRA**

**INTRODUCTION**

Suivant les dispositions de la loi n° 2007-540 du 1er août 2007 qui l’ institue, le Médiateur de la République a pour rôle de régler par la Médiation sans préjudice des compétences reconnues par les lois et règlements aux autres institutions et structures de l’Etat, les différends de toute nature :

* Opposant l’administration publique aux administrés ;
* Opposant les collectivités territoriales, les établissements publics et tout autre organe investi d’une mission de service public, aux administrés ;
* Impliquant les communautés urbaines, villageoises ou toutes autres entités.
* Il a également compétence pour connaître les litiges opposant des personnes physique ou morales, à des communautés urbaines ou rurales.
* Le Médiateur de la République a enfin pour rôle d’aider au renforcement de la cohésion sociale.

Les médiations pour litiges nés de mauvais fonctionnement de l’Administration donnent lieu à la formulation de recommandations adressée par le Médiateur de la République à l’administration en cause.

Le Médiateur de la République peut, à la requête du Président de la République, contribuer à toute action de conciliation entre l’Administration Publique et les organisations sociales et professionnelles.

Le Médiateur de la République peut également être saisi par les communautés urbaines et/ ou villageoises à l’occasion des litiges les opposants entre elles et/ou les opposant aux tiers.

Enfin le Médiateur de la République établit un rapport d’activités chaque année.

En exécution de cette dernière obligation, le Médiateur de la République a présenté le mardi 21 juillet 2009, un premier rapport portant sur dix années d’exercice archivé pour raison de crise (1997 – 2006).

Le présent rapport sera le dernier du genre qui achève la présentation des rapports archivés par le Médiateur de la République en raison de la situation de crise.

A partir de l’année 2011, les rapports seront présentés annuellement comme le recommande la loi.

Ce rapport est l’occasion pour le Médiateur de la République de rendre compte certes des activités mais également de présenter les réflexions tirées de cette période de crise et de faire des propositions pour les années à venir.

Le présent rapport s’articule autour de sept (7) points :

I/ Introduction et mot du Médiateur de la République

II/ Pourquoi rechercher de nouveaux modes de résolutions amiables de conflits, les différents types de médiation, l’existence des autorités Administratives Indépendantes et l’impact de la coexistence d’Institution indépendantes.

III/ Fait saillant : la remise du rapport d’activités 1997 – 2006 le 21 juillet 2009 au Président de la République et au Président de l’Assemblée Nationale.

IV/ La gestion des réclamations

V/ Les autres activités du Médiateur de la République

VI/ recommandations et perspective

VII/ Les annexes



DEUXIEME PARTIE

**Les différents types de Médiation**

****

LES DIFFERENTS TYPES

DE MEDIATION

**1- LA MEDIATION JUDICIAIRE**

Il faut noter que ce type de médiation n’existe pas en Côte d’Ivoire qu’elle que soit l’Institution.

a- **La Médiation Pénale**

La médiation pénale a été instaurée par la loi du 4 janvier 1993. C'est la   
possibilité offerte au juge de renvoyer une affaire à une tierce personne afin   
d'amener les parties à se rapprocher pour un règlement de leur litige. C'est un mode consensuel qui concerne en majorité les contentieux ayant été l'objet de classement sans suite. La médiation pénale nécessite trois conditions: une plainte déposée, une infraction pénale caractérisée, des parties identifiées.

Les critères de choix d'envoi à la médiation sont laissés à l'appréciation   
du procureur dans le cadre de l'opportunité des poursuites. Ainsi, l'envoi en   
médiation ne peut se justifier que si l'auteur a clairement reconnu les faits et   
s'il s'agit d'un délit mineur, ou encore en matière familiale où la mise en   
relation en dehors de la barre du tribunal peut favoriser la reprise du dialogue et enfin lorsque les protagonistes se connaissent et sont destinés à se côtoyer à nouveau.

Trois objectifs sont assignés à la médiation :

• Assurer la réparation du dommage occasionné à la victime ;

* Mettre fin au trouble résultant de l'infraction notamment la   
  restauration du lien social ;
* Contribuer au reclassement de l'auteur au sens de la réinsertion ou   
  de la réadaptation.

L'accord des parties est requis par la loi; cet accord est recueilli soit par   
le procureur soit vérifier et valider par le médiateur dès la première rencontre   
des parties. La médiation doit se dérouler en présence des deux parties et la   
confidentialité des échanges assurée. Dans la médiation pénale, les parties ont la   
possibilité de connaître leurs droits et le médiateur est chargé d'en assurer   
l'information; toutefois les parties peuvent se faire assister par un avocat.

C'est au ministère public de décider des suites à donner à la médiation,   
laquelle n'éteint pas l'action publique. En cas d'accord entre les parties, le   
parquet, même s'il n'y est pas contraint juridiquement, classera l'affaire. Cette   
décision deviendra définitive à l'expiration du délai de prescription de l'action   
publique : si l'auteur n'exécute pas les termes de l'accord ou récidive, le parquet   
peut reprendre la procédure. Dans le cas où la médiation n'a pas abouti à un accord, le procureur reprend la procédure à son point de départ.

Les médiateurs pénaux dénommés « médiateurs du procureur », peuvent être des personnes physiques ou morales (associations) habilitées par le procureur de la République. Le médiateur ne doit pas exercer d'activité judiciaire à titre   
professionnel, ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, incapacité ou   
déchéance inscrite au casier judiciaire et présenter des garanties de compétence, d'indépendance et d'impartialité. Sa demande d'habilitation transite par le   
parquet avant d'être présentée à l'assemblée générale des magistrats du siège et du parquet du tribunal et de la cour d'appel.

Les garanties de compétence passent obligatoirement par un niveau de formation. Quant à la garantie d'indépendance, elle réside dans l'origine non judiciaire des médiateurs.

Pour les mineurs, la mesure de réparation introduite par la loi du 4 janvier 1993 est une réponse judiciaire spécifique. Elle constitue un processus éducatif qui tend d'une part à responsabiliser le mineur en favorisant la prise de conscience du préjudice causé et d'autre part à le réconcilier avec lui-même et la victime par la réparation.

Lorsqu'une mesure de réparation est décidée, le procureur de la   
République, le juge chargé de l'instruction de l'affaire, le juge des enfants, le   
tribunal pour enfants, la cour d'assise des mineurs, peuvent proposer réparation en faveur de la victime ou dans l'intérêt de la collectivité. La décision, à laquelle sont systématiquement associés les parents, dépend de l'accord du mineur et de la victime. La réparation peut consister en excuses, prestations en nature, réparation ou participation à la réparation du dommage causé.

L'intervenant peut être soit une personne physique habilitée par le   
tribunal, soit un salarié ou un bénévole d'une association habilitée par la justice et conventionnée avec elle. L'intervenant est tenu par l'obligation du secret.

Le développement de cette mesure est un objectif prioritaire en matière de traitement de la délinquance des mineurs.

**b- La Médiation Civile**

La médiation civile introduite par la loi du 8 février 1995 est une nouvelle voie offerte au juge pour tenter de rapprocher les parties, renouer le dialogue, leur permettre de trouver elle-même une solution au conflit. Le juge peut après avoir obtenu l'accord des parties, désigner une tierce personne remplissant les conditions, pour procéder à une médiation, en tout état de la procédure et y compris en référé, pour tenter de parvenir à un accord entre les parties.

Cette médiation en matière civile peut être confiée à un médiateur   
personne morale ou physique, choisie par le juge (anciens magistrats, avocats honoraires, experts judiciaires). Très souvent, le juge confie la médiation au conciliateur de justice d'où la confusion faite souvent entre conciliation et médiation en matière civile.

La différence essentielle entre la médiation conventionnelle (ou la médiation sociale conventionnelle) et la médiation judiciaire, tient au fait que, dans le premier cas, ce sont les antagonistes qui décident de la médiation et choisissent le médiateur sans s'adresser à l'institution judiciaire. Dans le second cas, c'est le juge (ou le procureur en matière pénale) qui propose aux parties, si elles en sont d'accord une médiation et un médiateur; c'est le juge qui, à l'issue de la médiation, est informé par le médiateur de ce que les parties sont ou non   
parvenues à un accord qui peut être soumis à l'homologation du juge pour lui   
donner une force exécutoire.

La médiation judiciaire se déroule donc à l'initiative de l'institution judiciaire   
et sous son contrôle.

Des centres de médiation existent regroupant soit des professionnels, soit   
des associations; ils pratiquent la médiation judiciaire en matière civile et la   
médiation conventionnelle. Le tarif horaire est généralement fixé ainsi que le   
mode de réparation des frais entre parties. Ces centres organisent souvent en lien   
avec l'université une formation spécialisée pour les médiateurs. Ils prévoient une   
formation permanente et disposent d'un code de déontologie.

**c - La Médiation Familiale**

Au carrefour de la médiation civile, sociale et pénale, la médiation familiale   
occupe une place et un statut particuliers.

A la différence de la médiation pénale, la médiation familiale (civile ou   
sociale) n'est ni une alternative au procès ni alternative au classement sans suite.   
C'est un complément au service que peut apporter la justice. Le médiateur familial   
n'est pas mandaté par le juge. La médiation familiale peut intervenir en amont ou   
en aval du judiciaire.

La médiation familiale diffère également du conseil conjugal, profession plus   
ancienne, plus réglementée qui répond beaucoup plus à une demande de   
dépassement des difficultés, de prévention d'éducation, qu'à un besoin de   
règlement de conflit.

La médiation familiale intervient en soutien de la fonction parentale en cas   
de conflits ou de difficultés, ainsi qu'au maintien des liens familiaux ou conjugaux.   
En matière de divorce ou de réparation, c'est un processus par lequel les époux en   
situation de rupture tentent de trouver eux-mêmes, avec le soutien d'un tiers, des   
solutions constructives pour l'avenir, en organisant la séparation au mieux de   
l'intérêt de tous les membres de la famille.

Le médiateur familial intervient à la demande des parties. Il s'agit d'un   
service payant, qui n'est donc pas accessible à tous même si l'aide juridictionnelle   
peut être requise.

Les atouts de la médiation familiale résident dans la capacité des médiateurs   
à disposer du temps nécessaire à l'écoute du conflit qui oppose les parties. Les   
juges ne sont pas formés à permettre l'expression des conflits, avec toute   
l'émotion qu'ils comportent.

Le médiateur peut également intervenir en amont du judiciaire et   
désamorcer ainsi une partie du conflit en préservant l'avenir. Enfin, il intervient   
dans un cadre souple, ce qui à contrario peut se révéler un handicap puisque le   
médiateur ne dispose pas du garde fou du droit dans sa procédure.

Si le médiateur a pour objectif de parvenir à un accord, il apparaît en   
médiation familiale encore plus que dans d'autres secteurs, que tous les accords (y compris ceux souhaités par les parties) ne sont pas acceptables, au regard de l'ordre public. De plus en plus, le droit de la famille vise à départager le droit des adultes du droit des enfants, le centre de gravité de la famille s'étant déplacé du couple vers la filiation. Dès lors, le champ de la médiation est encore, plus qu'ailleurs, limité par le devoir de protection des enfants, mission régalienne de l'Etat par excellence.

Enfin toutes les situations de conflit au sein de la famille ne relèvent pas de la médiation. Rendre la médiation obligatoire en cas de conflit pourrait aboutir à des fins opposées à celles recherchées. Cela conduirait à une sorte de paternalisme d'Etat étranger au principe même de la médiation.

**2 - Les médiations non judiciaires**

Les médiations de proximité se proposent de substituer à une logique d'affrontement une logique de dialogue et à une démarche d'assistance, une démarche de responsabilité et de participation.

**a - La Médiation Conventionnelle en amont du Judiciaire**

La médiation non judiciaire conventionnelle peut se situer en amont du judiciaire pour les cas qui pourraient relever du judiciaire mais que les parties préfèrent au moins dans un premier temps, traiter en dehors de l'institution. Elle peut aussi concerner les différends qui ne sauraient donner lieu à un règlement judiciaire, civil ou pénal.

Il peut s'agir aussi, bien entendu, de différends de caractère civil qui peuvent être traités en médiation conventionnelle non judiciaire, mais aussi en conciliation, en s'adressant à un conciliateur judiciaire dont les services sont gratuits.

La saisine peut être effectuée d'un commun accord, par les deux parties ou sollicitée par l'une des parties. la structure de médiation saisie, consulte l'autre partie pour savoir si elle consent à s'engager dans un processus de médiation.

**b – La Médiation Sociale**

La médiation sociale, telle qu'elle est entendue généralement, s'applique sur un champ très vaste et recouvre des réalités très différentes. Elle peut être d'initiative strictement associative, citoyenne, privée ou s'inscrire dans le cadre des politiques urbaines. Elle est alors essentiellement pratiquée par des associations travaillant dans le cadre d'un partenariat local. Ces initiatives sont difficilement modelables car souvent nées de circonstances locales, de volontés et d'idées liées à la personnalité et à la motivation d'acteurs individuels locaux.

La médiation sociale répond à d'autres appellations quasi synonymes   
souvent influencées par les lieux où elle s'exerce: médiation de quartier, médiation civique, médiation urbaine, médiation citoyenne, médiation communautaire.

C'est une fonction multidimensionnelle dont l'objectif est, d'assurer la   
cohésion sociale sur un territoire donné. En participant à la résolution de litiges   
mineurs ou en désamorçant des sources potentielles de conflits, elle contribue à   
apaiser les tensions et à régénérer le lien social entre les personnes destinées à   
vivre ensemble. Il est possible de distinguer plusieurs catégories.

**b-1 La Médiation Sociale de type conventionnel**

On peut la caractériser ainsi dans la mesure où les parties saisissent   
librement l'instance de médiation, de leur propre chef ou sur recommandation   
d'une personne relais. Elle concerne la plupart du temps des petits différends de   
proximité: la médiation conventionnelle de quartier peut être proposée par des   
associations.

La médiation sociale à l'initiative des organismes HLM dans le cadre de la   
fonction sociale du bailleur vise à mieux intégrer les habitants dans leur espace   
social. Cette médiation concerne les conflits de voisinage et les troubles de   
jouissance impliquant un ou plusieurs locataires. Elle est assurée soit par des   
personnes ressources du quartier, médiateurs bénévoles, soit par des médiateurs   
HLM professionnels.

La mise en place de ces structures de médiation sociale a permis à de   
nombreuses personnes de trouver des solutions à des différends qui   
précédemment, seraient restés sans réponse, auraient laissé aux plaignants un   
sentiment d'amertume et d'incompréhensions, et qui, non réglés,n'auraient pu   
que rebondir et s'envenimer. Chacun peut réfléchir par soi-même aux solutions   
adaptées à son cas, travailler à leur élaboration, comprendre comment les prévenir   
à l'avenir, en conséquence se responsabiliser.

Mais l'instance de médiation peut être amenée à refuser de se saisir de   
certains cas qui touchent à une application de principe en ce qui concerne la règle   
de droit et à renvoyer vers la justice ou la police, ou vers la permanence juridique   
des avocats.

**b-2 Des actions de médiation sociale reposant sur un projet**

Certaines actions de médiation sociale s'exercent à partir d'un projet précis,   
destiné à traiter en amont des sources de conflits (médiation-prévention,   
médiation sécurité) ou à réinclure dans les réseaux sociaux des personnes qui en   
étaient exclues ou qui s'en étaient exclues (médiation communication).

Les initiateurs en sont les plus divers: municipalités, services de préventions,   
organismes associatifs de formation ou d'insertion, organismes d'éducation   
populaire, centres de loisirs, centres sociaux, missions locales etc ...

**b-3 Des dispositifs recourant aux emplois-jeunes**

Des dispositifs permanents de médiation-prévention ou de médiation-   
sécurité se sont mis en place, à l'initiative des pouvoirs locaux, d'organismes de   
bailleurs ou de transports publics dont les intervenants peuvent être des   
professionnels, des professionnels associés à des emplois-jeunes ou des emplois- jeunes seuls.

Dans cette réflexion très large sur la médiation sociale, il est nécessaire de   
déterminer la frontière entre les véritables activités de médiation portées par des médiateurs spécialement formés et les activités de proximité et de régulation sociale. Mais il est aussi nécessaire de préciser l'autre frontière, celle qui sépare la médiation sociale et la médiation judiciaire, non seulement pour que les personnes chargées de l'orientation vers l'une ou l'autre soient suffisamment armées pour cette tâche, mais aussi pour éviter les initiatives hasardeuses qui s'apparentent à des dérives.

**C- Autres types de médiations non judiciaires**

**c-1 La Médiation Scolaire**

La crise de l'école est présentée comme une facette de la crise généralisée des systèmes de régulation sociale. L'école joue plus difficilement son rôle de lieu de socialisation et de modèle d'intégration. L'évolution récente pour faire face aux problèmes consiste à développer une régulation juridico-administrative avec pour conséquence un repli sur des contenus disciplinaires au détriment de toute dimension pédagogique du métier.

Le droit et la justice sont de plus en plus appelés pour régler les conflits   
internes au système scolaire. Ce qui n'est pas nécessairement négatif mais qui   
présente le risque de conduire à une déresponsabilisation des enseignants   
éducateurs au profit des juristes. C'est dans le cadre de cette réflexion que   
s'inscrivent les expériences de médiation scolaire.

La médiation constitue une alternative au modèle disciplinaire qui repose   
sur la stigmatisation par le prononcé d'une sanction. La médiation crée un   
espace intermédiaire qui redéfinit les rapports entre élèves et membres de la   
communauté éducative et entre élèves eux-mêmes.

Les expériences de médiation scolaire constituent un vrai projet éducatif   
d'apprentissage de la citoyenneté, à condition qu'elles s'adressent à tous les   
élèves d'une même classe sans discrimination.

**c-2 L'intermédiation Culturelle**

Pour que les règles et les normes de la société prennent un sens pour un certain nombre de personnes porteuses d'une culture différente, il peut être utile de mettre en place des dispositifs de médiation (ou intermédiation) culturelle qui intègrent l'attente et rétablissent les possibilités de se comprendre mutuellement.

Ce travail d'intermédiation ne s'improvise pas, mais nécessite une   
véritable formation: une formation à l'ouverture d'esprit, à l'acceptation de   
l'altérité plus que l'accumulation de connaissances précises sur les différentes civilisations.

**4 - LES MEDIATEURS INSTITUTIONNELS**

1. Le défenseur des enfants

Il s'agit d'une autorité distincte du Médiateur de la République pouvant être saisie directement par les enfants, leurs parents ou des associations reconnues d'utilité publique. Une collaboration entre Médiateur de la République et Défenseur des enfants est organisée.

Le défenseur des enfants a quatre pôles d'action principaux:

* il met en évidence d'éventuels dysfonctionnements collectifs qui se   
  produisent au niveau des enfants ; il vérifie que les droits de l'enfant   
  sont respectés dans les lieux les plus variés (école, hôpital, foyer,   
  prison, etc…)
* il assure la promotion des droits de l'enfant et l'information sur ces   
  droits;
* il fait entendre la voix des enfants sur les sujets qui les touchent   
  directement et pour lesquels leurs droits ne sont pas respectés ou   
  méconnus. Il peut proposer de modifier ou d'initier des textes   
  législatifs ou réglementaires;
* Enfin il est saisi de cas individuels à propos desquels les droits des   
  enfants n'ont pas été respectés et dans ce cas il lui arrive de procéder à de véritables médiations (séparation parentale, décision judiciaire en cas d'impasse où l'intérêt de l'enfant est en jeu). Le Défenseur des enfants pratique une médiation interinstitutionnelle lorsqu'il s'agit de servir de lien entre des autorités distinctes qui traitent le cas d'un même enfant.

1. **Les Médiateurs municipaux**

Les mairies peuvent se dotées d'un médiateur municipal afin de régler les   
conflits entre leurs services et les administrés.

Cette initiative se justifie, notamment dans les grandes villes à condition   
que le médiateur désigné présente toutes les garanties et d'indépendance et   
d'impartialité inhérentes à la médiation, ce qui n'est pas le cas notamment   
lorsqu'un adjoint au maire occupe cette fonction.

Un tel développement de la médiation au niveau municipal peut apparaître comme le symptôme d'une inadaptation du fonctionnement des services municipaux à l'attente des citoyens. La formation du personnel et la mise en place de moyens adéquats devraient permettre aux services d'accueil de mieux répondre à l'évolution des demandes, aux difficultés des demandeurs ainsi qu'aux exigences de prise en compte de règles nouvelles, de convivialité et   
d'ouverture à l'autre.

Considérant que les interventions tierces sont parfois nécessaires pour   
régler des problèmes de voisinage, de proximité, des municipalités peuvent   
prendre l'initiative de créer des instances de médiation conventionnelle.

1. **Les Médiateurs institutionnels privés**

De nombreuses entreprises ou organismes privés se sont dotés de   
médiateurs. La plupart du temps salariés de l'entreprise, donc nullement   
indépendants, ces médiateurs assurent en fait un service client rebaptisé par un   
effet de mode.

Ainsi en est-il des compagnies d'assurance comme le montre cet extrait   
d'une note de la Direction qualité de la compagnie AXA: «Nous avons   
conservé notre système de conciliation en vigueur depuis février 1990, dont les   
règles ne contredisent pas la charte de la fédération française des sociétés   
d'assurance sur la médiation. Seul le nom change; désormais nos conciliateurs   
ont pris le nom de médiateurs *».*

**5 - LA MEDIATION POLITIQUE ET INTERNATIONALE**

Rappelons pour mémoire la médiation dans le domaine politique dont la   
plus célèbre est la mission de dialogue initiée en Nouvelle Calédonie en 1988   
par le Premier Ministre Français Michel Rocard, coordonnée par Christian   
BLANC, qui a conduit à la signature des accords de Matignon et à l'instauration   
de la paix civile sur le territoire.

La médiation dans le domaine diplomatique peut aussi être utilisée dans le domaine international ou diplomatique. La convention pour le règlement   
pacifique des conflits internationaux (La Haye, 18 octobre 1907) lui consacre un   
titre: « Des bons offices de la médiation». L'ONU prend en compte la   
médiation dans la mesure où le Conseil de Sécurité peut jouer un rôle de   
médiateur ou recommander le recours à un médiateur pour prévenir un conflit   
international ou contribuer à faire cesser les hostilités. C'est ainsi que la   
médiation de la Norvège avait abouti à la signature des accords d'Oslo en   
septembre 1993 entre Israéliens et Palestiniens et la Médiation de la République de Côte d'Ivoire a conduit à l'APO.

Un tout autre type de médiation internationale concerne les problèmes   
posés par les enlèvements d'enfants par un parent au delà des frontières qui   
mobilisent diplomates et le ministère de la justice, en relation avec le Défenseur   
des enfants.

L'Union Européenne en tant que telle dispose depuis 1995 d'un médiateur   
élu par le Parlement Européen.



TROISIEME PARTIE

**LES FAITS SAILLANTS**

A **- Remise du rapport d'activités 1997 -2006 au Président de la**

**République**

- Intervention du Médiateur de la République

- **Extraits de l’intervention du** Président **de la R**épublique

- Photos de la remise du rapport d’activités

B - Remise du rapport d'activités au Président de l’Assemblée

Nationale

.



REMISE DU RAPPORT D’ACTIVITES

1997-2006

AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**A-1- Intervention du Médiateur de la République**

Monsieur le Président de la République,

Le Médiateur de la République, M. Mathieu EKRA, aurait   
tant voulu, à l'occasion de cette cérémonie solennelle, être   
présent pour vous remettre lui.- même, le rapport-bilan des dix   
ans d'activités de son Institution, couvrant la période de 1997-   
2006.

Un empêchement lié à son état de santé ne lui a pas   
permis d'être à vos côtés. Il m'a donc demandé de vous   
transmettre ses profonds regrets et m'a chargé de procéder à   
la remise de ce document.

A Madame EKRA dont la présence à cette cérémonie est   
remarquée, j'adresse mes très vives et sincères salutations.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Messieurs les Présidents des Institutions,

Monsieur le Ministre de la Réconciliation Nationale chargé des   
Relations avec les Institutions,

Honorables invités, en vos rangs et qualités,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président de la République, les temps sont sans doute   
devenus plus paisibles, à l'aube de l'accord de Ouagadougou de mars 2007.   
L'élection présidentielle bien en vue et la réconciliation nationale inexorablement   
en cours, autorisent à affirmer que la nation est en train de se recoudre.

Sous ces auspices favorables, il vous a plu, accédant à l'initiative et à la   
sollicitation du Médiateur de la République, d'accorder avec bienveillance,   
quelques instants de votre temps précieux à la présentation du Rapport-Bilan de   
dix années de Médiation Institutionnelle en Côte d'Ivoire.

Parler de Rapport-Bilan sur une décennie pour la Médiature, c'est déjà   
inscrire cette cérémonie dans un contexte exceptionnel. En effet, conformément   
à la Constitution de notre pays et à la loi organique N° 2007-540 du 1 er août   
2007, fixant les Attributions, l'Organisation et le Fonctionnement de l’lnstitution, le   
Médiateur de la République adresse au Président de la République, en début de   
chaque année, un rapport détaillé de ses activités de l'année écoulée.

Mais chacun comprendra que depuis près d'une décennie, notre pays a   
vécu bien des moments d'incertitudes et de difficultés de toutes sortes, liés à une   
crise sans précédent. C'est pourquoi, excepté le rapport de 1997, remis   
officiellement au Président de la République en juin 1998, tous les autres   
rapports établis par l'lnstitution sont restés en souffrance, jusqu'à ce jour.

Le présent Rapport-Bilan est donc la compilation des activités couvrant la   
période de 1997 à 2006, soit dix années de Médiation Institutionnelle, que j'ai   
l'honneur de vous présenter au nom du Médiateur de la République, M. Mathieu   
EKRA.

La Constitution, socle de tout notre corpus juridico-politique, et le   
législateur ont assigné au Médiateur de la République, en tant qu'Autorité   
Administrative indépendante nommée par le Président de la République, la   
mission de régler par la médiation des différends et litiges de toute nature.

En ce sens, il est à la fois le Conseiller de l'Administration et le Protecteur   
du Citoyen. Il est ainsi un Vecteur du renforcement de la cohésion nationale. En   
conséquence, il statue selon le bon sens, l'équité, les usages, les coutumes et   
les bonnes mœurs. Autrement dît, iI a pour mission de concilier les personnes qui seraient en litige avec l’Etat, avec l’Administration.

Avec révolution de nos sociétés modernes, les rapports interpersonnels et   
sociaux sont devenus de plus en plus complexes. Ainsi, la nature des problèmes   
à débattre et des conflits à démêler, par une juste médiation, devient de plus en   
plus ardue. Or, par définition, le Médiateur de la République est un recours qui   
permet de faire l'économie de voies juridictionnelles souvent très tatillonnes et   
plutôt longues et coûteuses, contrairement à la saisine du Médiateur de la   
République qui, elle, est gratuite.

Il serait donc utile, Monsieur le Président de la République, d'accroitre les   
capacités du Médiateur de la République au plan humain, matériel et budgétaire.   
C'est au fond, la condition sine qua non de son indépendance, de sa   
clairvoyance et, bien entendu, de son efficacité pour tous les citoyens, en tant   
qu'arbitre neutre.

Depuis sa création et sa mutation, au double plan constitutionnel et   
législatif, le Médiateur de la République n'est pas resté inactif. /1 a beaucoup   
écouté, conseillé et protégé selon le triptyque de la devise de l'Institution." a été   
également très présent dans les différentes étapes historiques de la République, notamment en dirigeant la Commission Consultative, Constitutionnelle et   
Electorale, installée le 31 janvier 2000 pour l'élaboration de la Constitution de la   
IIème République.

De même, en novembre 2000, au lendemain de votre élection, Monsieur le   
Président de la République, vous avez créé par décret un « Comité de Médiation   
pour la Réconciliation Nationale », placé sous la présidence du Médiateur de la   
République. Il convient de rappeler que les résolutions de l'atelier de ce Comité   
tenu à Grand-Bassam du 17 au 19 avril 2001, avaient servi de données de base   
du Forum de la Réconciliation Nationale qui s'est déroulé à Abidjan du 09 octobre   
au 18 décembre 2001, à votre initiative.

A tout cela, s'ajoutent tous les dossiers de réclamations, de requêtes et de litiges, traités par le Médiateur de la République de 1997 à 2006. Soit plus de 700 cas, en volume cumulé sur la période. Il est bon de préciser que ce chiffre est une considération moyenne et pondérée, au regard de l'ensemble des saisines de l'Institution, concernant plus d'un bon millier de personnes.

**Monsieur le Président de la République,** en attendant que vous preniez connaissance du Rapport-Bilan qui vous sera remis tout à l'heure, **le Médiateur de la République** nous a demandé de vous visualiser par projection synthétique, le contenu de ce document.

C'est le Conseiller Spécial, M. Henri GOBA, qui est chargé de vous faire cette présentation.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

***PI* Le Médiateur de la République & P.O.   
Le Médiateur de la Région des Lagunes**

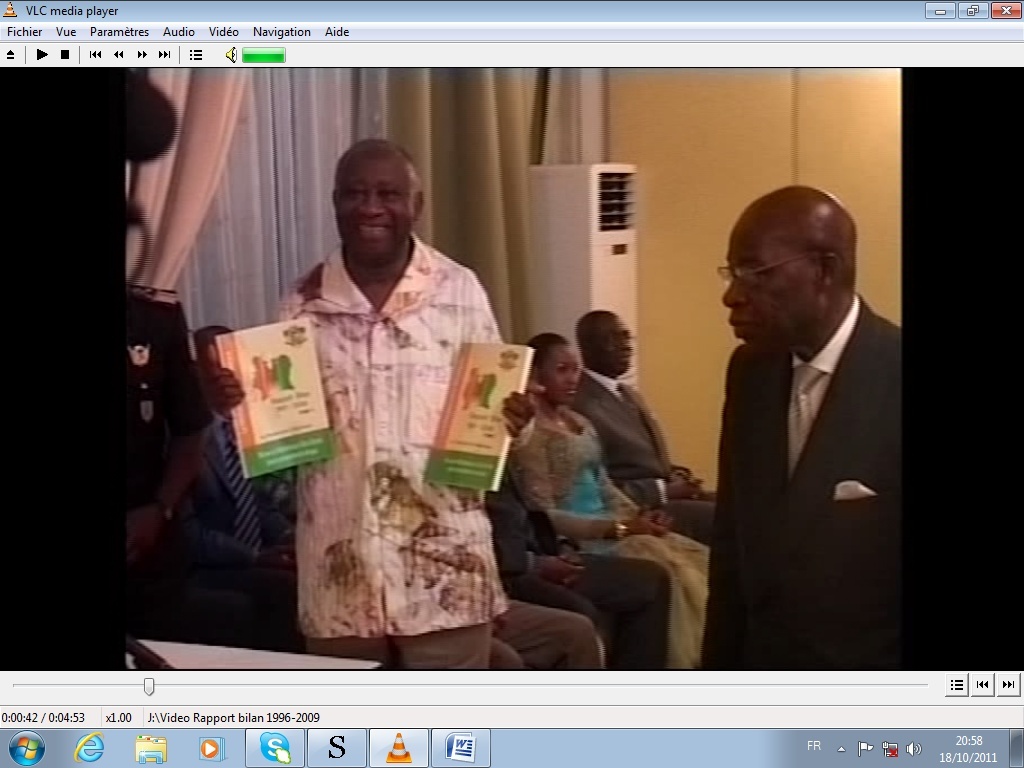
**Jean Konan PAUQUOUD**

A-2-Photo de la remise du rapport-bilan 1997-2006

au Président de la République

Rapport remis au Président de la République,

par le Médiateur suppléant Jean KONAN PAUQUOUD



PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

PRESENTANT LE RAPPORT BILAN

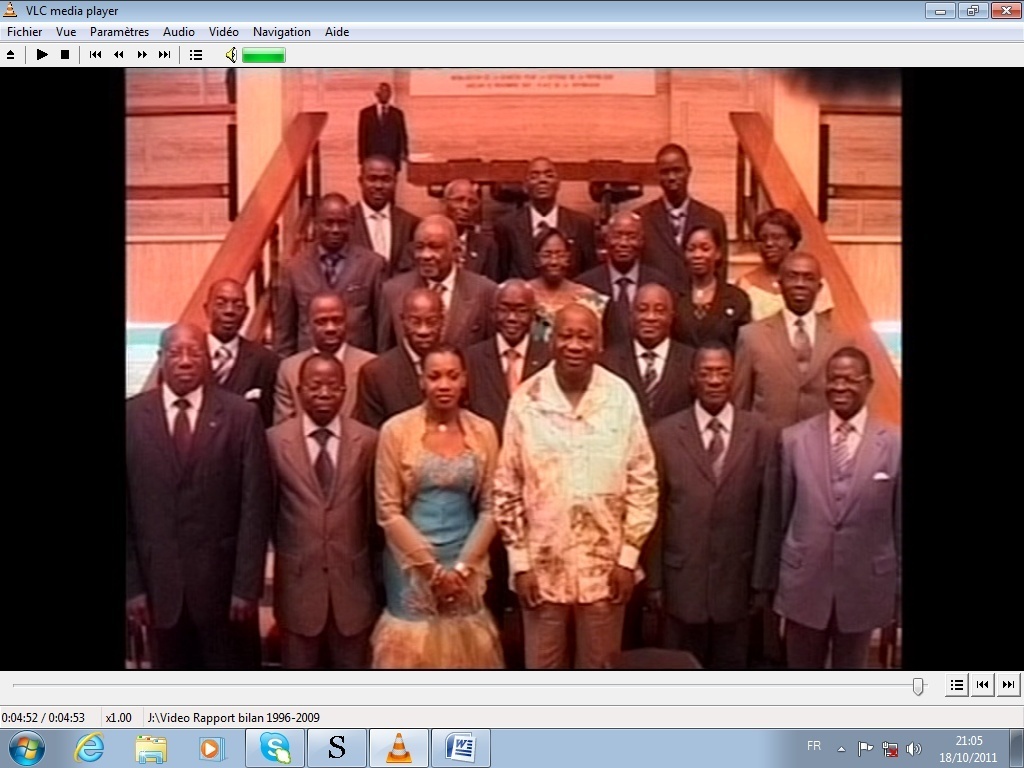


Photo de famille après la cérémonie de remise du rapport bilan 1997 - 2007

**A-3-Extraits de l'intervention du Président de la   
République lors de la remise du rapport bilan**

**1997 - 2007**

Après dix ans d’exercice, l’institution chargée de régler les contentieux entre les contribuables a présenté, hier, son rapport-bilan au Chef de l’Etat. Un hommage a été rendu au Médiateur EKRA Mathieu.

**‘’Un bel instrument qu’il nous faut développer’’**

Un rapport d’activités, couvrant la période de 1997 (date de la création) à 2006 a été présenté dans la soirée d’hier au Chef de l’Etat par la Médiature de la République. Dix ans de médiation en Côte d’Ivoire sous la présidence d’abord du Grand Médiateur (première appellation) et aujourd’hui du Médiateur de la République. Monsieur Mathieu EKRA Vangah, représenté à la cérémonie d’hier par son épouse.

Le Président Laurent GBAGBO a saisi cette occasion pour saluer la création de cette institution et rendre un hommage appuyé à son premier responsable M. Mathieu EKRA qui n’a pu faire le déplacement du Palais Présidentiel pour des raisons de santé. Pour le Chef de l’Etat, la Médiature de la République est « un bel instrument qu’il faut développer parce que aujourd’hui, la justice est trop lourde, trop longue et trop couteuse pour la plupart de nos compatriotes. « Ce que La Médiature fait actuellement, c’est que l’administration coloniale demandait déjà chefs de village de faire » a rappelé Laurent Gbagbo avant de préciser qu’il ne veux nullement dire qu’il faut supprimer la justice moderne ou s’es détourner. Il faut que la justice soit décentralisée au maximum pour une grande fluidité. C’est pourquoi, accédant à une des doléances du Médiateur de la République dont le porte-parole étant l’ancien Préfet PAUQUOUD Jean en sa qualité de Médiateur suppléant, le Président Laurent GBAGBO a dit que « Notre Médiature doit être décentralisée comme cela est écrit dans le rapports ».

Le Chef de l’Etat fait observer qu’il « faut aider les populations à régler leurs affaires sans désespérer de la République ». Car, poursuit-il, il y a certaines affaires comme le problème foncier à Abidjan, qu’on ne peut pas toujours régler en tenant compte de la seule juridiction moderne. « A de rythme-là, on donnera toujours raisons aux mêmes personnes ».

« Un Ebrié qui, à Abidjan, dit qu’il est chez lui n’est pas xénophobe. Il dit la réalité, de même qu’un autre citoyen peut lui aussi dire qu’il est chez lui ici à Abidjan, dira le Chef de l’Etat qui assure que « le Médiateur doit avoir le tact et les moyens de faire son travail ».

Quant aux activités de la Médiature, elles portent sur 41,39% de réclamations relevant des secteurs économique et social, 41,18% des réclamations relevant des secteurs administratifs, politiques et financiers, 13,43% de réclamations diverses ou relevant du secteur judiciaire soit un total de 96% du volume des requêtes dont le Médiateur de la République a été saisi. 633 réclamations ont été soumises au Médiateur dont 503 traitées, soit 79,46% des réclamations reçues. Seulement 20,5% des dossiers ont été frappés d’irrecevabilité et hors compétence, explique le rapport.

Contrairement à ce que pourrait penser certains, la Médiature a expliqué avoir joué un rôle non négligeable depuis le coup d’Etat de décembre 2002.

« Depuis sa création et sa mutation, au double plan constitutionnel et législatif, explique le Médiateur suppléant, le Médiateur de la République n’est pas resté inactif. Il a beaucoup écouté, conseillé et protégé selon le triptyque de la devise de l’Institution. Il a été également très présent dans les différentes étapes historiques de la République, notamment en dirigeant la Commission Consultative, Constitutionnelle et Electorale installée le 31 janvier 2000 pour l’élaboration de la Constitution de la IIème République.

« De même, en novembre 2000, au lendemain de votre élection, poursuit-il, Monsieur le Président de la République, vous avez créé par décret un Comité de Médiation pour la Réconciliation Nationale, placé sous la présidence du Médiateur de la République. Il convient de rappeler que les résolutions de l’atelier de ce comité tenu à Grand-Bassam du 17 au 19 avril 2001, avaient servi de données de base du Forum de la Réconciliation Nationale qui s’est déroulé à Abidjan du 09 octobre au 18 décembre 2001, à votre initiative. « A tout cela, s’ajoutent tous les dossiers de réclamations, de litiges, traités par le Médiateur de la République de 1997 à 2006. Soit plus de 700 cas, en volumes cas, en volume cumulé sur la période. Il est bon de préciser que ce chiffre est une considération moyenne et pondérée, au regard de l’ensemble des saisines de l’Institution, concernant plus d’un bon millier de personnes, conclut M. PAUQUOUD Jean.

Les présidents TIA Koné de la Cour suprême, Yanon Yapo du Conseil Constitutionnel, Laurent Dona-Fologo du Conseil économique et social, le Grand chancelier Yssouf Koné de même que le ministre Sébastien Dano Djedjé de la Réconciliation et des Relations avec les Institutions ont pris part à la cérémonie

**GBAGBO RAPPELLE LES HAUTS FAITS D’EKRA MATHIEU POUR LA COTE D’IVOIRE**

Créée en 1997 par le Président Henri KONAN BEDIE, alors Chef de l’Etat, la Médiature de la République a présenté le lundi soir, dans la salle des pas perdus du Palais présidentiel, le rapport bilan de ses dix ans d’activités (1997 – 2006) au Président Laurent GBAGBO, saisissant cette opportunité, le Chef de l’Etat a rendu un hommage appuyé au Médiateur de la République, une figure emblématique de l’Indépendance de la Côte d’Ivoire.

L’histoire, selon Laurent GBAGBO, a voulu que M. EKRA soit témoin des grandes mutations qui s’opèrent. Et le Président de la République de faire remarquer « Le fait que ce soit Mathieu EKRA qui ait été le premier à être nommé Médiateur de la République est un signe. Au moment où l’on proclame notre indépendance, Mathieu EKRA est là. Il écrit les paroles de l’hymne national, l’Abidjanaise. Au moment où nos anciens passent la main, Mathieu EKRA est là. C’est encore lui qui fait la jonction entre l’ancienne et la nouvelle génération ».

On se souvient, en effet, que c’est au Médiateur de la République que le Comité national de salut public (Cnps), junte au pouvoir du coup d’Etat de décembre 1999 à la présidentielle d’octobre 2000 et présidée par le général GUEI Robert, avait demandé de piloter la Commission consultative, constitutionnelle et électorale (Ccce) installée le 31 janvier 2000 pour l’élaboration de la Constitution de la 2ème République.

Le Chef de l’Etat a, en outre, révélé que c’est Mathieu EKRA qui au lendemain du coup d’état de décembre 1999, lui a demandé de faire entrer son parti le FPI, il en évoque le scénario : « quelques jours après mon retour de Libreville, le téléphone sonne chez moi. C’est le Grand Médiateur Mathieu EKRA qui est au bout du fil il me dit : »jeune homme, viens me voir. J’ai appris que tu ne veux pas que ton parti entre au gouvernement. Allez-y parce qu’il s’agit de faire la transition entre nous autres et vous. Il faut donc y entrer » rappelle le Chef de l’Etat pour qui « c’est un travail de médiation car le lendemain, je me rends chez Robert GUEI où je le trouve encore. Il discutait avec GUEI en lui disant les mêmes choses qu’il m’avait dites auparavant. Qu’il soit désigné Grand Médiateur hier et Médiateur de la République aujourd’hui ce n’est pas un hasard », dira-t-il. Avant de le « remercier pour toutes les bénédictions qu’il a toujours prononcées, non pas uniquement à mon endroit mains à l’endroit de la Côte d’Ivoire pour le rétablissement de la paix et pour la grandeur du pays comme il l’a écrit dans notre hymne national, la patrie de la vraie fraternité ».

Laurent GBAGBO n’a pas caché sa fierté de connaître le Médiateur de la République « un homme qui a toujours trouvé des solutions aux problèmes qui se posent » et de faire ce rappel de taille : «  Même en 1963, dans les archives que nous avons lues et qui sont différentes des on dit, il a été noté que Mathieu EKRA à dit à Houphouet Boigny " Mais Félix, tu sais bien qu’ils (les mises en cause ndrl) n’ont rien fait". le remaniement qui a suivi cette déclaration il n’était plus ministre. Il n’est pas allé en prison mais il n’était plus au gouvernement pendant quelques années. C’est vers la fin des années 60 qu’il y est revenu. Je voudrais saluer un tel homme parce qu’en disant ce qu’il a dit, il aurait pu tout perdre. Je remercie le Seigneur qu’il n’ait pas tout perdu ».

Le Président GBAGBO a révélé bien d’autres choses sur la vie du Médiateur de la République qui était représenté à la cérémonie de lundi par son épouse.



REMISE DU RAPPORT D'ACTIVITES AU PRESIDENT

DE L’ASSEMBLEE NATIONALE

**B-1. Introduction à l’allocution du Médiateur**

**de la République**

**Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,**

Le Médiateur de la République, M. Mathieu EKRA, aurait tant voulu, à l'occasion de la présente cérémonie, être à vos côtés, pour vous remettre lui-même, l'exemplaire qui vous est destiné du rapport-bilan des dix années d'activités de son Institution, couvrant la période de 1997 à 2006.

Mais rendu indisponible par un empêchement dont il n'a pu se libérer, il ne peut être présent à vos côtés. Il m'a donc demandé de vous transmettre ses profonds regrets et m'a chargé de procéder à la remise de ce document.

La délégation que je conduis s'honore de l'éclatante   
présence en son sein, de Mme Mathieu EKRA, épouse du   
Médiateur de la République, toujours à nos côtés à chacune des manifestations concernant notre Institution.

Je tiens à l'en remercier vivement et avec respect.

**B-2. Intervention du Médiateur de la République**

* Monsieur le Président de l’Assemblée Nationale,

- Madame la Première Vice-Présidente,

- Messieurs les Vice-Prtésidents

- Messieurs les Présidents des Groupes Parlementaires,

- Mesdames et Messieurs les Présidents des Commissions,

- Honorables Députés,

- Honorables Invités en vos rangs et qualités,

- Mesdames et Messieurs,

**Monsieur Le Président de L'Assemblée Nationale,**

L'article 20 de la loi organique N° 2007-540 du L" Août   
2007 fixant les attributions, l'organisation et le fonctionnement   
de l'Institution stipule que "le Médiateur de la République   
établit un rapport d'activités chaque année. Ce rapport présenté   
solennellement au Président de la République avec ampliation   
au Président de l'Assemblée Nationale, fait l'objet de   
publication au Journal Officiel".

Depuis la promulgation de cette loi, c'est la première fois   
qu'il est procédé à une telle cérémonie. C'est que depuis près   
d'une décennie, notre pays a vécu des moments d'incertitudes   
et de difficultés de toutes sortes, liés à une crise sans précédent.   
C'est pourquoi hormis le rapport de l'année 1997, remis   
officiellement au Président de la République en Juin 1998, tous   
les autres rapports établis par l'Institution sont restés en   
souffrance.

Le présent Rapport-Bilan est donc la compilation des   
activités couvrant la période de 1997 à 2006, soit dix années de   
médiation institutionnelle.

Le Lundi 06 Juillet dernier, j'ai été chargé par le Médiateur   
de la République empêché, de remettre ce document à   
Monsieur le Président de la République, au cours d'une   
cérémonie solennelle organisée à cet effet au Palais   
Présidentiel.

Subséquemment je suis honoré de procéder ce jour, à la   
remise entre vos mains, d'un exemplaire de ce Rapport-Bilan,   
dont l'économie vous sera faite par M. Simon NANDJUI,   
Directeur du Cabinet du Médiateur de la République.

*Je vous remercie de votre aimable attention.*

*Fait à Abidjan, le* 2/ *juillet 2009*

*PI* Le Médiateur de la République et P.O.

Le Médiateur Délégué

Jean KONAN PAUQUOUD

B-3. **Mot du Président de l'Assemblée Nationale**

Monsieur le Médiateur délégué ;

Madame Alice EKRA, Epouse du Grand Médiateur;   
Mesdames et Messieurs les Députés;

Messieurs les Médiateurs régionaux;

Monsieur le Secrétaire Général;

Monsieur le Directeur de Cabinet du Médiateur de la République;   
Messieurs les Conseillers spéciaux;

Monsieur le Conseiller Technique;

Mesdames et Messieurs en vos rangs et grades respectifs;   
Honorables invités,

Je voudrais, avant tout propos, prier Monsieur le Médiateur   
délégué de bien vouloir transmettre à Son Excellence Monsieur   
Mathieu EKRA, Médiateur de la République, mes salutations, mes remerciements et surtout mes encouragements pour cette heureuse initiative.

Je voudrais associer à ces mots, Monsieur le Médiateur délégué et sa délégation. Mes remerciements' vont également à l'endroit de Madame Alice EKRA qui nous fait l'amitié de venir assister à la cérémonie de ce matin.

Monsieur le Médiateur délégué,

Votre Institution est perçue par l'opinion publique comme l'autorité   
de régulation de notre société tourmentée par les vicissitudes de   
tous genres. Aujourd'hui, plus que jamais, le Médiateur de la   
République doit revendiquer une place de choix dans la   
reconstitution de notre tissu social et 'la restructuration de notre   
économie durement éprouvées par tant d'années de crise.

En effet, face aux dissensions socio-politiques, aux affrontements   
armés, aux litiges fonciers et aux conflits intercommunautaires qui   
surgissent çà et là, le citoyen ivoirien, partagé entre l'espoir et le   
scepticisme, voudrait trouver des solutions ou, à tout le moins, un

début de solution à ses angoisses.

Votre prestigieuse Institution a, ici, un beau rôle à jouer en ce   
qu'elle procède par la médiation, l'apaisement des cœurs et des   
esprits face à toute épreuve.

. En me remettant, ce jour, un exemplaire de votre Rapport Bilan, fruit   
de dix (10) années de travail, vous venez de réaffirmer votre   
disponibilité et votre engament à écouter les ivoiriens de tous les   
horizons et de toutes les couches sociales, sans oublier ceux qui   
ont accepté de venir vivre avec nous, ici.

J'imagine, Monsieur le Médiateur délégué, tout l'effort que vous   
avez fourni dans un contexte aussi difficile qu'hostile qui est le   
nôtre. C'est pourquoi, je me réjouis de la tenue de cette cérémonie   
qui consacre votre volonté à toujours vous mettre au service de   
votre pays. Par cette action, vous œuvrez désormais au pansement   
des plaies et à la cicatrisation des meurtrissures, au sens propre comme au sens figuré, laissées par la crise armée.

En ce qui nous concerne, nous restons disposés à travailler avec   
vous pour l'avènement d'une Côte d'Ivoire unie et indivisible, une   
Côte d'Ivoire juste et équitable, une Côte d'Ivoire qui élève non   
seulement les droits des citoyens mais sait aussi redresser les   
tords commis par les uns contre les autres.

**Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, une fois de plus, vous dire mon espérance à cette   
nouvelle Côte d'Ivoire dont nous rêvons tous.

Je vous remercie !

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

Prof. KOULIBALY Mamadou

des



QUATRIEME PARTIE

**LA GESTION DES RECLAMATIONS**

1. **Accès au Médiateur de la République et le traitement des réclamations au siège de l’Institution et dans les délégations régionales**
2. **Etat des dossiers traités**
3. **Quelques cas significatifs de réclamations**

**ACCES AU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE ET LE TRAITEMENT DES RECLAMATIONS AU SIEGE DE L’INSTITUTION ET DANS LES DELEGATIONS REGIONALES**

****

**A-1- Saisine du Médiateur de la République**

La saisine du Médiateur de la République ou des Médiateurs Délégués est faite par voie de requête écrite ou par toute autre voie comportant l’identité et l’adresse du requérant.

La requête est datée et signée par le demandeur ou son représentant. Elle est accompagnée de toutes les pièces justificatives et de la preuve que le requérant a effectué des démarches préalables auprès des services de l’administration ou l’organisme mis en cause.

La requête doit contenir un exposé sommaire des faits, des motifs, des moyens invoqués et de ce que le requérant attend du Médiateur de la République.

Le Chef du Service du Bureau d’Ordre, d’Orientation et de Suivi (BOS) reçoit la requête, l’inscrit sur le registre du courrier « arrivée » ouvert à cet effet.

Les pièces sont inventoriées, paraphées et marquées du sceau du « courrier arrivée » du Secrétaire Général, comportant la date, l’heure d’arrivée et de numéro d’ordre. Un récépissé comportant les mentions de l’enregistrement de la requête et des pièces justificatives est délivré au déposant.

La requête et les pièces qui l’accompagnent sont transmises immédiatement au Médiateur de la République par le Secrétaire Général contre signature d’une décharge.

Le Médiateur de la République désigne le Médiateur Délégué ou le Chef de Service d’Instruction des réclamations auquel il impute le dossier.

Un délai lui est imparti.

Le dossier retourne au Chef du Service d’Ordre, d’Orientation et de Suivi (BOS) qui envoie au requérant une lettre d’accusé de réception type. Dans cette lettre, il fournit au requérant les éléments suivants :

* la procédure d’examen de la réclamation,
* la règle selon laquelle la saisine n’interrompt pas les délais de recours dans les procédures juridictionnelles ou administratives,
* le nom et le numéro de téléphone de la personne chargée du traitement de la réclamation.

1. Procédure suivie pour le traitement des réclamations

Le Chef du service d’Ordre, d’Orientation et de Suivi (BOS) transmet ensuite un des dossiers au Médiateur Délégué ou au Chef de service chargé de l’instruction de la requête.

Dès qu’il reçoit la requête, le Médiateur Délégué ou le Chef de service chargé de l’instruction peut proposer au Médiateur de la République soit un renvoi, soit une réorientation, soit simplement l’irrecevabilité.

En cas de recevabilité, il procède à l’examen de la requête conformément à la procédure en vigueur à l’Institution.

Les délais d’étude de la requête courent dès la réception du dossier. Le Médiateur Délégué ou le Chef de service d’Instruction chargé de l’étude de la requête a une année pour clore le dossier.

Les réclamations irrecevables en la forme font chacune l’objet d’une réponse immédiate adressée à l’auteur par le Médiateur Délégué ou le Chef de Service d’instruction en charge du dossier et soumise au Médiateur de la République.

Dès lors que la recevabilité est confirmée, la réclamation est instruite par le médiateur Délégué ou le Chef de Service en charge de l’instruction, en liaison avec le ou les organismes directement ou indirectement mis en cause.

Une lettre informant le réclamant de l’ouverture de l’instruction de son dossier lui est adressée dans un délai d’un mois à compter de la date d’enregistrement de la réclamation.

**A-1-2-Les moyens de traitement des réclamations**

**A-1-2-1- les moyens humains**

Le Médiateur de la République dispose pour le traitement des réclamations, des moyens humains suivants :

* Les chefs de service :
* Bureau d’Ordre, d’Orientation et de suivi (BOS)
* des Affaires Générales et Institutionnelles (AGI),
* des Affaires Economiques et Financières (AEF),
* des Affaires Sociales et Culturelles (ASC)
* de l’Urbanisme, des Collectivités Territoriales et

du Foncier Rural (UCTFR).

* des Affaires Juridiques et autres.
* Les conseillers techniques

Le Médiateur de la République peut charger ces Conseillers Techniques de l’étude de dossiers qu’il juge nécessaire.

* Les Médiateurs Délégués avec la collaboration des membres de leurs cabinets sont également chargés de l’étude des dossiers.

Au niveau des régions, il est ouvert des délégations régionales pour rapprocher l’Institution des populations.

Les Médiateurs délégués dans leurs ressorts respectifs, disposent des pouvoirs exercés par le Médiateur de la République. Ils reçoivent les réclamants, les informent, les conseillent et les aident à préparer leurs dossiers.

Ils réceptionnent les réclamations dans les mêmes conditions qu’au siège de l’Institution. Ils informent sans délai le Médiateur de la République des dossiers dont ils sont saisis en lui rendant compte régulièrement de leur instruction et de leur solution définitive en attendant la réunion du conseil de médiation.

Toutes autorités publiques et toutes personnes physiques ou morale, publique ou privée doivent :

* Faciliter la mission du Médiateur de la République ;
* Répondre aux demandes d’avis, aux questions ou aux convocations du Médiateur de la République ;
* Accomplir dans le cadre de leurs compétences, les vérifications et les enquêtes demandées par le Médiateur de la République.

A cet effet, des correspondants de Médiateur sont institués dans les grandes administrations.

**A-1-2-2- les moyens matériels**

Les services de gestion des réclamations doivent disposer d’outils informatiques performants leur permettant de traiter avec célérité les dossiers.

Par ailleurs l’Institution du Médiateur de la République doit disposer d’un outil de gestion informatisée des réclamations. Un des systèmes le plus performant utilisé dans la sous région est le GREF (Gestion des Réclamations et des Fards) qui a vu le jour à l’initiative du Médiateur de la Région Wallon en Belgique.

Une négociation est en cour pour l’installation de ce système en Côte d’Ivoire. Les avantages de la gestion informatisée sont :

* Identification facile des réclamations (mise à jour des dossiers et renseignements en temps réel des réclamants
* Amélioration du suivi et du contrôle du traitement des réclamations
* Réduction considérable de perte d’informations
* Partage des dossiers (pour les systèmes en réseau : tout agent traitant peut renseigner un réclamant en l’absence du détenteur du dossier physique)
* Traitement rapide des statistiques fiables (perceptible lors de la rédaction du rapport annuel)
* Sécurisation des réclamations (sauvegarde, intégrité, confidentialité et traçabilité des données)
* Archivage facile des dossiers clos (ce qui permet de décharger l’application et le serveur)



B-

ETAT DES DOSSIERS TRAITES

**B-1- REPARTITION PAR SECTEUR D’INSTRUCTION**

Du 1er Janvier 2007 au 31 Décembre 2010, le Médiateur de la République de Cote d’Ivoire a géré **181** dossiers de réclamation concernant notamment les affaires sociales , les affaires du secteur du foncier rural ,de l’urbanisme et des collectivités territoriales, qui occupent les plus grandes parts des réclamations et les affaires générales et institutionnelles, les affaires économiques et financières, les affaires économiques et les autres demandes d’intervention.

A partir de 2009, nous constatons, une décroissance, manifeste que nous pouvons attribuée à la situation socio- politique dans notre pays et au manque d’activités pour la vulgarisation de l’institution.

Les réclamations reçues au cours des trois (3) années (2007-2010) peuvent être regroupées en six (6) grands secteurs :

* Secteur affaires générales et institutionnelles : 1**4**
* Secteurs affaires économiques et financières : **26**
* Secteur affaires sociales : **58**
* Secteurs du foncier, de l’urbanisme et des : **42**

collectivités territoriales

* Secteurs affaires juridiques : **27**
* Autres : **14**

**B-1-1- LES AFFAIRES GENERALES ET INSTITUTIONNELLES**

Pendant cette période, les affaires générales et institutionnelles, ont occupé 7,7% de l’ensemble des réclamations.

B-1-2- **LES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

Ce secteur, occupe 14,4 % de l’ensemble des réclamations, les problèmes soulevés sont relatif entre autre :

* Aux problèmes de paiement de droits de licenciement ;
* Aux problèmes d’indemnisation ;
* Aux règlements de facture avec les mairies ou l’Etat de côte d’ivoire ;
* Aux paiements des pensions de retraite.

**B-1-3-SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES**

Ce secteur avec cinquante-huit (58) réclamations, est le plus important, il arrive en tête avec 32% de l’ensemble des réclamations.

Les problèmes soulevés sont relatifs entre autres :

* A la demande de réintégration dans une fonction ;
* A la demande de maintien à un poste ou une fonction ;
* Au recrutement dans l’armée de l’air ;
* Au recrutement dans la fonction publique ;
* A un problème de classification dans une catégorie indiciaire.

**B-1-4- Secteur du Foncier rural, de l’Urbanisme et des collectivités territoriales**

Avec quarante-deux (42) réclamations enregistrées, soit 23,12% de l’ensemble des réclamations ce secteur, vient en deuxième position. Il s’agit ici de :

* Des litiges fonciers entre communautés ;
* Des litiges fonciers entre deux personnes physiques ;
* Des litiges fonciers entre communautés et administrations ;
* Des problèmes concernant des déguerpis ;
* Des problèmes liés à la désignation des chefs de villages.

**B-1-5- SECTEUR DES AFFAIRES JURIDIQUES**

Au total, 27 réclamations ont été réceptionnées, soit 15% de l’ensemble des requêtes adressées au médiateur. Il s’agit généralement de dossiers pendants dans les tribunaux.

**B-1-6- AUTRES**

Ici ce sont les dossiers qui ne relèvent pas d’une catégorie définie qui sont regroupés dans ce secteur. Nous avons enregistrés QUARTOZE (14) dossiers en cette période, soit 7,7 % de l’ensemble des réclamations.

**B-2** - **REPARTITION DES RECLAMATIONS PAR SECTEURS D’INSTRUCTION**

**Tableau 1**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Secteurs** |  | **Année 2007** | | **Année 2008** | | **Année 2009** | | **Année 2010** | | **TOTAL** | |
|  |  | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** |
| **Affaires générales et institutionnelles** | | 0 | 0 | 1 | 1,5 | 10 | 23,3 | 3 | 12,5 | 14 | 7,7 |
| **Affaires économiques et financières** |  | 8 | 16,3 | 10 | 15,4 | 7 | 16,3 | 1 | 4,0 | 26 | 14,4 |
| **Affaires Sociales** |  | 17 | 34,7 | 20 | 30 ;7 | 13 | 30,2 | 8 | 33,3 | 58 | 32,0 |
| **Foncier rural, urbanisme et collectivité territoriales** |  | 9 | 18,4 | 20 | 34,7 | 8 | 18,6 | 5 | 21,0 | 42 | 23,12 |
| **Affaires juridiques** |  | 7 | 14,3 | 10 | 15,4 | 3 | 7,0 | 7 | 29,2 | 27 | 15,0 |
| **Autres** |  | 8 | 16,3 | 4 | 6,3 | 2 | 4,6 | 0 | 0 | 14 | 7,7 |
| **TOTAL** |  | 49 | 100,00 | 65 | 100,00 | 43 | 100,00 | 24 | 100,00 | 181 | 100,00 |

**B-3** - **REPARTITION DES RECLAMATIONS PAR ZONES ( SIEGE-REGIONS)**

TABLEAU 2

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **SECTEURS** | | **REGION LAGUNES 1** | | | | | | | | | | |
|  | |  | | | | | | | |  | |  |
|  |  | **Année 2007** | | **Année 2008** | | **Année 2009** | | **Année 2010** | | | **TOTAL** | |
|  |  | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | | **Nombre** | **%** |
| **Affaires générales et institutionnelles** | |  |  |  |  | 4 | 23,5 |  |  | | 4 | 7 |
| **Affaires économiques et financières** |  | 5 | 24 | 5 | 31,25 | 4 | 23,5 |  |  | | 14 | 24 |
| **Affaires Sociales** |  | 4 | 19 | 1 | 6,25 | 2 | 12 |  |  | | 7 | 12 |
| **Foncier rural, urbanisme et collectivité territoriales** |  | 3 | 14,3 | 5 | 31,25 | 4 | 23,5 | 5 | 100 | | 17 | 28 |
| **Affaires juridiques** |  | 1 | 4,7 | 1 | 6,25 | 1 | 5,5 |  |  | | 3 | 5 |
| **Autres** |  | 8 | 38 | 4 | 25 | 2 | 12 |  |  | | 14 | 24 |
| **TOTAL** |  | **21** | **100** | **16** | **100** | **17** | **100** | **5** | **100** | | **59** | **100** |

TABLEAU 3

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **SECTEURS** | | **REGION LAGUNES II** | | | | | | | | | | |
|  | |  | | | | | | | |  | |  |
|  |  | **Année 2007** | | **Année 2008** | | **Année 2009** | | **Année 2010** | | | **TOTAL** | |
|  |  | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | | **Nombre** | **%** |
| **Affaires générales et institutionnelles** | |  |  |  |  | 1 | 33 ,3 |  |  | | 1 | 4,5 |
| **Affaires économiques et financières** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |
| **Affaires Sociales** |  | 3 | 30 | 3 | 33,3 | 2 | 66,7 |  |  | | 8 | 36,4 |
| **Foncier rural, urbanisme et collectivité territoriales** |  | 5 | 50 | 5 | 55,6 |  |  |  |  | | 10 | 45,5 |
| **Affaires juridiques** |  | 2 | 20 | 1 | 11,1 |  |  |  |  | | 3 | 13,6 |
| **Autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |
| **TOTAL** |  | **10** | **100** | **9** | **100** | **3** | **100** |  |  | | **22** | **100** |

TABLEAU 4

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **SECTEURS** | | **REGION DU ZANZAN** | | | | | | | | | | | |
|  | |  | | | | | | | |  | | |  |
|  |  | **Année 2007** | | **Année 2008** | | **Année 2009** | | **Année 2010** | | | **TOTAL** | | |
|  |  | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | | **Nombre** | **%** | |
| **Affaires générales et institutionnelles** | |  |  |  |  | 2 | 66,7 |  |  | | 2 | 9,1 | |
| **Affaires économiques et financières** |  | 1 | 33,3 | 2 | 15,4 |  |  |  |  | | 3 | 13,6 | |
| **Affaires Sociales** |  | 1 | 33,3 | 4 | 30,7 |  |  | 3 | 100 | | 8 | 36,4 | |
| **Foncier rural, urbanisme et collectivité territoriales** |  | 1 | 33,4 | 6 | 46,2 | 1 | 33,3 |  |  | | 8 | 36,4 | |
| **Affaires juridiques** |  |  |  | 1 | 7,7 |  |  |  |  | | 1 | 4,5 | |
| **Autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  | |
| **TOTAL** |  | **3** | **100** | **13** | **100** | **3** | **100** | **3** | **100** | | **22** | **100** | |

**TABLEAU 5**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **SECTEURS** | | **SIEGE DE L’INSTITUTION** | | | | | | | | | | |
|  | |  | | | | | | | |  | |  |
|  |  | **Année 2007** | | **Année 2008** | | **Année 2009** | | **Année 2010** | | | **TOTAL** | |
|  |  | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | **Nombre** | **%** | | **Nombre** | **%** |
| **Affaires générales et institutionnelles** | |  |  | 1 | 3,7 | 3 | 15 | 3 | 18,75 | | 7 | 9 |
| **Affaires économiques et financières** |  | 2 | 13 ,3 | 3 | 11,2 | 3 | 15 | 1 | 6,25 | | 9 | 12 |
| **Affaires Sociales** |  | 9 | 60 | 12 | 44,4 | 9 | 45 | 5 | 31,25 | | 35 | 45 |
| **Foncier rural, urbanisme et collectivité territoriales** |  | 0 | 0 | 4 | 14,8 | 3 | 15 | 0 | 0 | | 7 | 9 |
| **Affaires juridiques** |  | 4 | 26,7 | 7 | 25,9 | 2 | 10 | 7 | 43,75 | | 20 | 25 |
| **Autres** |  |  |  |  |  |  |  |  |  | |  |  |
| **TOTAL** |  | **15** | **100** | **27** | **100** | **20** | **100** | **16** | **100** | | **78** | **100** |

**B-4--REPARTITION DES RECLAMATIONS SELON LA STRUCTURE OU**

**LA PERSONNE MISE EN CAUSE**

De 2007 à 2010, nous constatons que, ce sont les personnes physiques, les institutions de la république, les ministères, les collectivités locales et territoriales, les établissements publics qui ont été le plus mis en cause. 49 mis en cause, classés dans la rubrique aucune administration, considérés comme des personnes physiques, occupent 27% de l’ensemble des mis en cause, les ministères en deuxième position, avec 32 réclamations, soit 17,7% de l’ensemble des mis en cause. Les institutions de la république, ont été mises en cause avec 26 réclamations, soit 14,3% et les collectivités locales et territoriales et les établissements publics ont été respectivement mis en cause avec 20 réclamations, soit 11% et 19 réclamations, soit 10,5%.

**TABLEAU : REPARTITION DES RECLAMATIONS SELON LA STRUCTURE OU LA PERSONNE MISE EN CAUSE**

**Tableau 6**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **STRUCTURES** | **NOMBRE** | **POURCENTAGE** |
| Institutions de la République | 26 | 14 ,3 |
| Ministères | 32 | 17 ,7 |
| Services centraux | 9 | 5,0 |
| Services déconcentrés | 12 | 6,6 |
| Collectivités locales et territoriales | 20 | 11 ,0 |
| Etablissement publics | 19 | 10,5 |
| Sociétés d’économie mixtes | 3 | 1,6 |
| Administrations étrangères | 4 | 2,3 |
| Etablissements privés | 7 | 4,0 |
| Aucune Administration | 49 | 27,0 |
| **TOTAL** | **181** | **100,00** |

B-5-- **REPARTITION DES RECLAMATIONS SUIVANT LE STATUT DES**

**REQUERANTS**

Les personnes physiques arrivent en tête avec 130 réclamations, soit 71,8 % contre seulement 51 réclamations pour les personnes morales, soit 18,2 %

Tableau 7

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **STATUT** | **NOMBRE** | **POURCENTAGE** |
| PERSONNES PHYSIQUES | 130 | 71,8 |
| PERSONNES MORALES | 51 | 18,2 |
| TOTAL | 181 | 100,00 |

B-6- **REPARTITION DES RECLAMATIONS SUIVANT LE GENRE**

Nous constatons que les hommes saisissent majoritairement le Médiateur de la République, avec 1O8 personnes soit 83, 1 % contre seulement 22 femmes, soit 16,9%

Tableau 8

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **GENRE** | **NOMBRE** | **POURCENTAGE** |
| HOMMES | 108 | 83,1 |
| FEMMES | 22 | 16,9 |
| TOTAL | 130 | 100,00 |

B-7- **SITUATION DES DOSSIERS SUIVANT L’ETAT D’INSTRUCTION**

**TABLEAU 9**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ETAT DES DOSSIERS | MEDIATEURS REGIONAUX | | | |
| 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | TOTAL |
| Dossiers en cours d’instruction | 19 | 22 | 14 | 6 | 61 |
| Affaires closes ou classés | 9 | 6 | 3 | 1 | 19 |
| Affaires réussies | 2 | 5 | 2 | 0 | 9 |
| Affaires non réussies | 4 | 0 | 2 | 0 | 6 |
| Incompétence | 0 | 4 | 1 | 0 | 5 |
| Affaires radiées | 0 | 1 | 1 | 1 | 3 |
| Total | 34 | 38 | 23 | 8 | 103 |

TABLEAU 10

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ETAT DES DOSSIERS | SIEGE DE L’INSTITUTION | | | | TOTAL |
| 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
| Dossiers en cours d’instruction | 6 | 12 | 14 | 7 | 39 |
| Affaires closes ou classés | 3 | 3 | 5 | 2 | 13 |
| Affaires réussies | 4 | 7 | 1 | 0 | 12 |
| Affaires non réussies | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Incompétence | 2 | 5 | 0 | 7 | 14 |
| Affaires radiées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 15 | 27 | 20 | 16 | 78 |

La situation de l’instruction des 181 dossiers de réclamations reçus du 1er Janvier 2007 au 31 Décembre 2010 est la suivante :

* Réclamations en cours d’instruction : 100
* Réclamations closes ou classées : 32
* Affaires Réussies : 21
* Affaires non Réussies : 6
* Incompétences : 19
* Affaires Radiées : 3

TABLEAU 11

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ETAT DES DOSSIERS | SYNTHESE ETAT D’INSTRUCTION | | | | TOTAL |
| 22007 | 22008 | 22009 | 22010 |
| Dossiers en cours d’instruction | 25 | 34 | 28 | 13 | 100 |
| Affaires closes ou classés | 112 | 99 | 88 | 33 | 32 |
| Affaires réussies | 66 | 112 | 33 | 00 | 21 |
| Affaires non réussies | 44 | 00 | 22 | 00 | 6 |
| Incompétence | 22 | 99 | 11 | 77 | 19 |
| Affaires radiées | 00 | 11 | 11 | 11 | 3 |
| Total | 449 | 665 | 443 | 24 | 181 |

B-8 – **TABLEAU D’EVOLUTION DE LA SAISINE DU MEDIATEUR**

Nous constatons ici que, de 2007 à 2010, le médiateur a enregistré 181 réclamations mais, à partir de 2009, une décroissance, manifeste que nous pouvons attribuée à la situation socio- politique dans notre pays et au manque d’activités pour la vulgarisation de l’institution.

Nous pouvons qu’à même relever que le secteur des affaires sociales et celui du foncier et des collectivités territoriales occupent la plus grande part des réclamations sur ces Quatre années d’exercices.

TABLEAU 12

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ANNEE | SECTEURS D’INSTRUCTION | | | | | | TOTAL |
| Affaires générales et institutionnelles | Affaires économiques et financières | Affaires sociales | Fonciers et collectivités territoriales | Affaires juridiques | autres |
| 22007 |  | 88 | 117 | 99 | 77 | 88 | 449 |
| 22008 | 1 | 110 | 220 | 220 | 110 | 44 | 665 |
| 22009 | 10 | 77 | 113 | 88 | 33 | 22 | 43 |
| 22010 | 3 | 11 | 88 | 55 | 77 | 00 | 24 |
| TOTAL | 14 | 226 | 558 | 442 | 227 | 114 | 181 |

**B-9-LISTE DES ORGANISMES ET PERSONNES MIS EN CAUSE**

**Tableau 13**

|  |  |
| --- | --- |
| MIS EN CAUSE | NOMBRE |
| **Institution de la République** |  |
| présidence | 3 |
| gouvernement | 23 |
| total | 26 |
| **Ministères** |  |
| Ministère de la fonction publique | 9 |
| Ministère de la jeunesse et des sports | 1 |
| Ministère de la construction et de l’urbanisme | 3 |
| Ministère de la défense | 2 |
| Ministère de l’intérieur | 2 |
| Ministère de l’agriculture | 1 |
| Ministère de la justice | 1 |
| Ministère de l’environnement et des eaux et forêts | 1 |
| Ministère de la solidarité, de la sécurité sociale et des handicapés | 3 |
| Ministère de la famille, de la femme et des affaires sociales | 5 |
| Ministère des affaires étrangères | 2 |
| Ministère de l’éducation nationale | 1 |
| Ministère des affaires sociales et de l’emploi | 1 |
| total | 32 |
| **Services centraux** |  |
| Direction administrative et financière du ministère de la fonction  publique | 2 |
| Direction des affaires maritimes | 1 |
| Trésoreries publiques de Côte d’Ivoire | 2 |
| Direction générale des impôts | 2 |
| Direction de la sureté nationale | 1 |
| Direction des assurances | 1 |
| Total | 9 |
| **Services Déconcentrés** |  |
| Préfectures | 12 |
| total | 12 |
| **Collectivités locales et territoriales** |  |
| Mairies de Cocody | 2 |
| Mairies de Bingerville | 2 |
| Mairies de Jacqueville | 1 |
| Mairies de Yopougon | 1 |
| Mairies de Bondoukou | 4 |
| Mairies de Dabou | 2 |
| Mairies d’ Agboville | 1 |
| Mairies de Koumassi | 1 |
| Chefferie coutumière d’attécoubé | 1 |
| Chefferie de Jacqueville | 1 |
| Village planétaire ABOBO Washingtown | 1 |
| Village de Débrimou et Pass | 1 |
| Village Dolehué et Gbagrélilié(LAKOTA) | 1 |
| Chefferie de orres krobou | 1 |
| Total | 20 |
| **Administrations Etrangères** |  |
| Ambassade d’Italie | 1 |
| Ambassade de R.D.C | 1 |
| Community Labour Organization of European Experts :  OMEE-UCEE | 1 |
| Air- Afrique | 1 |
| Total | 4 |
| **Aucune Administration** |  |
| Aucune administration | 49 |
| Total | 49 |
| **Establishments publics** |  |
| Direction des postes et télécommunications | 2 |
| Caisse nationale de prévoyance sociale(CNPS) | 5 |
| Caisse générale des retraites(C GRAE) | 5 |
| FDPCC | 1 |
| SONARECI | 1 |
| AERIA | 1 |
| Ecole Normale Supérieure(ENS) | 1 |
| Chambre d’agriculture | 1 |
| Institut de formation sociale (INFS) | 1 |
| Agence de Gestion Foncière de Côte d’Ivoire(AGEF) | 1 |
| Total | 19 |
| **Etablissements privés** |  |
| Société ASH-INTERNATIONAL | 1 |
| Le Comptoir Ivoirien des Papiers | 1 |
| Ital Tissus | 1 |
| Société SOGICI | 1 |
| Société Immobilière Iris - Construction | 1 |
| SICOR | 1 |
| Société Immobilière les Lauriers -Sarl | 1 |
| Total | 7 |
| **Société d’économie mixte** |  |
| Filtisac | 1 |
| Sotra |  |
| Sogepie | 1 |
| Total | 1 |
| **GRAND TOTAL** | **181** |

**C-**

**QUELQUES CAS SIGNIFICATIFS DE RECLAMATIONS**

**C-1- SECTEUR AFFAIRES GENERALES ET INSTITUTIONNELLES**

* ***DOSSIER N°05/2008/FKN/CCAB***

Monsieur Y.K.E par courrier du 27 mars 2008 sollicite l’intervention du Médiateur de la République pour le paiement de la majoration pour famille nombreuse.

Admis à la retraite en 1994, il a bénéficié, en plus de sa pension d’ancienneté, d’une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% et d’une allocation pour ses trois enfants mineurs.

Malgré l’arrêté du 23 Novembre 2006 signé par le professeur H. O. Ministre de fonction publique et de l’emploi, qui en son article 1, stipule que la majoration pour famille nombreuse, calculée au taux de 15% est portée à 30% au titre des enfants âgés de 16 ans au moins.

**Dossier en étude**

**C-2- SECTEUR DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES**

* ***DOSSIER N°../2008/FKN/CCAB***

Un Collectif de 500 employés de la CNPS, par courrier du 05 Juin 2008, sollicite l’intervention du Médiateur de la Région des Lagunes pour le règlement définitif de leurs droits de licenciement.

Selon les réclamants, il a été prévu un pécule de 36 mois de salaires pour les départs volontaires et les licenciements pour cause économique et des mesures d’accompagnement pour réinsertion sociales des moins âgés parmi les déflatés.

Ce plan était financé par la Banque Mondiale. Mais à leur grande surprise, ils ont perçu seulement 6 mois de salaires.

Toutes les démarches entreprises sont restées sans suite, même malgré les nombreuses séances de travail avec Madame le Ministre des Affaires Sociales en 2002.

**Dossier en étude**

* **DOSSIER N°007/2009/FKN**

**RELATIF A LA SITUATION DES EX-TAVAILLEURS D’AIR AFRIQUE EN COTE D’IVOIRE**

**SECTION BURKINA FASO**

Monsieur le Médiateur de la République, par lettre en date du 26 Août 2011, vous m’avez transmis une lettre de rappel relative à la réclamation des ex- travailleurs d’Air Afrique en Côte d’Ivoire, Section du Burkina Faso, introduite par le Médiateur du Faso.

**Résumé de la requête**

Par réclamation en date du 08 0ctobre 2008, les ex-travailleurs d’AIR AFRIQUE en Côte d’Ivoire, section du Burkina Faso, ont sollicité l’intervention du Médiateur du Faso pour les aider à surmonter les difficultés qu’ils ont rencontrées dans la liquidation d’AIR-AFRIQUE qui les employait.

Les griefs sont :

* Le non paiement de leurs droits de licenciement ;
* Le refus de leur rapatriement conformément aux termes du contrat ;
* Le non versement des retenus sur leurs salaires pour les primes de chômage.

Le Médiateur du Faso, par courrier du 02 Janvier 2009, soumet le cas, à

la haute appréciation du Médiateur de la République de Côte d’Ivoire en sollicitant son concours pour faire vérifier au niveau des administrations concernées, les prétentions des réclamants et faire accélérer la procédure judiciaire engagée .

***Méthode de Travail***

1. *Retrouver le contact et l’adresse du liquidateur d’Air Afrique ;*
2. Ouvrir un enquête auprès du liquidateur pour la recherche d’informations sur la situation des ex-travailleurs, Section Burkina Faso***;***
3. Avoir le contact, l’adresse des ex-travailleurs, ou leur représentant, pour une rencontre d’échange et pour mieux cerner la situation ;
4. Savoir si cette affaire est toujours pendante devant les tribunaux.

* ***DOSSIER N°11/2008/FKN/CCAB***

Monsieur B. G, de nationalité ivoirienne, ex-responsable des courriers à la Chambre Nationale d’Agriculture de Côte d’Ivoire (CANCI) a fait l’objet d’un licenciement le 16 Février 2000.

Du jugement social N° 2058/C52/2000 en date du 22 Juin 2000, rendu par le Tribunal d’Abidjan Plateau, le requérant a obtenu la condamnation de la CANCI, à la somme de 11 931 213 FCFA.

Toutes les Démarches entreprises par Monsieur B. G pour l’exécution des décisions de Justice auprès des Responsables de la CANCI sont restées   infructueuses.

Maître K. T E., Avocat à la Cour, commis par le requérant depuis le 12 Septembre pour la protection de ses intérêts dans cette affaire qui ne fait que trop durer, par courrier N/Réf//B/17/05/K du 04 Juin 2008, sollicite l’intervention du Médiateur de la Région des Lagunes pour obtenir le paiement de ce que les juridictions ivoiriennes lui ont octroyé après un licenciement abusif.

Maître K.T E. précise que la créance de Monsieur B. G se présente comme suit :

* Principal = 11.937.213
* Intérêt légaux = 9.991.004.5
* Frais = 1.345.712

**TOTAL** = **23.345.712**

**Dossier en attente de suite, car le Médiateur a adressé le dossier aux autorités de la Chambre d’Agriculture pour leur avis.**

* ***DOSSIER N°7 /2008/FKN/CCAB***

L’ex-Unité de prise en charge intégrée (UPECI), service expérimental du Programme National de Prise en Charge des Populations et Communauté en détresse (PNPECI-PCD), rattachée à la Cellule Solidarité et Action Humanitaire du Ministère de la Solidarité de la sécurité le 04 Novembre 2002.

Depuis le 14 Juin 2005, les membres de cette unité revendiquent les arriérés de reliquat des primes journalières que reste leur devoir l’Etat de Côte d’Ivoire.

Il s’agit d’un montant global de 275 000 000 de FCFA, à raison de 4 000 F par membre par jour.

De nombreuses démarches ont été entreprises auprès de l’Etat, mais elles sont restées infructueuses.

Dans la recherche de solution, par courrier du 15 Juillet 2008, le Collectif des intervenants de l’ex-UPECI du PNPE CI-PCD sollicite la Médiation du Médiateur de la République.

**Dossier en étude**

* ***DOSSIER N°10/2008/FKN/CCAB***

La Société Q.2.P. Spécialisée dans l’importation et la distribution de matériel médical à livré à l’URES de Daloa, des microscopes binoculaires d’une valeur de 61 124 000 FCFA.

Depuis l’année 2007, elle n’a pas été payée par le Trésor.

Vu la situation très difficile que cette traverse, Mme A.D. la Directrice, par courrier du 21 Mai 2008, sollicite l’intervention du Médiateur de Région pour faciliter le paiement des factures.

**Dossier classé**

* ***DOSSIER 011/2007/FKN***

Les victimes des évènements d’Octobre 2007, par courrier du 22 Août 2007, sollicitent l’intervention du Médiateur de la République pour l’obtention de leur dédommagement.

Les 24, 25 et 26 Octobre 2000, ils ont été victimes de coups qui ont occasionné la mort de certains et des blessures graves pour d’autres au cours des émeutes insurrectionnelles ayant suivi les élections présidentielles d’Octobre 2000.

Un Comité de suivi a été mis en place et a présenté le 29 Août 2001 un rapport qui recommande l’indemnisation des victimes, les évacuations sanitaires en France, l’insertion professionnelle ou scolaire et l’assistance de l’Etat aux orphelins des victimes.

Les victimes reconnaissent avoir déjà perçu au total la somme de 180 000 000 de FCFA et donc l’indemnisation a pris fin. De même, pendant 24 mois, de Juin 2002 à Juin 2004, ils ont régulièrement perçu une pension alimentaire de 200 000 FCFA/mois.

Ils sollicitent :

* La formation
* La prise en charge scolaire
* L’assurance maladie au frais de l’Etat
* L’évacuation sanitaire
* La réduction de la pension mensuelle et sa revalorisation à

400 000 FCFA (quatre cents mille)

* Une maison pour chacun des 29 personnes
* Décoration des 29 victimes dans l’ordre du mérite national

Enfin, vu les démarches infructueuses et inquiètes pour leur avenir, les requérants comptent sur les secours de médiation du Médiateur de la République de Côte d’Ivoire.

**Dossier en attente de suite**

* ***DOSSIER N°13./2008/FKN/CCAB***

Feu S.B.A., né en 1966 est décédé des suites de déchets toxiques le 12 Décembre 2006 à Abobo.

Son nom figure sur la liste des victimes ambulatoires dont les demandes de corrections ont été traitées et validée par la Présidence.

Il y a problème au niveau de l’indemnisation car les ayants droits et héritiers de la défunte qui attendaient une somme de 100 000 000 de FCFA, constatent que c’est la somme de 200 000 FCFA qui leur est proposée.

Ils sollicitent l’intervention du Médiateur de la Région des Lagunes 1 pour qu’une solution soit trouvée à cette situation.

**Dosser en d’étude.**

* ***DOSSIER N° 02/2008/FKN***

Dr T. M., Pharmacien de son état à Abidjan, et propriétaire de maison à Alépé est selon lui, victime d’une double imposition au niveau des services des Impôts depuis l’année 2002.

Concernant la patente pour officine et les impôts fonciers, il a toujours payé par anticipation. Dans sa requête, il produit les pièces justificatives. Il sollicite l’intervention du Trésorier Principal d’Abobo qui a fait bloquer son compte personnel logé à la SGBCI pour extraire la somme de **1 877 006 FCFA** le 02 Avril 2004.

Vu les répétitions et ne comprenant pas cet acharnement contre lui, par courrier du 18 Janvier 2008, il sollicite l’intervention du Médiateur de la République pour l’obtention d’un dégrèvement pour la Patente et l’Impôt foncier, payé à Abobo et à Alépé.

Dans la recherche de solution, le Médiateur a eu une séance de travail avec Mr A. K., Trésorier principal d’Abobo.

Suite à cela, le trésorier a donné son avis par écrit, appuyé par des documents justificatifs avec des propositions en la faveur du requérant.

Le Médiateur a donc transmis l’avis au plaignant pour ses observations.

**Dossier classé**

* **DOSSIER N° 06 DU 1ER FEVRIER 2008/FKN**

Monsieur T .A.K par courrier du 1 er Février 2008 sollicite l'intervention du Médiateur pour le paiement de la majoration de 5% sur sa pension de retraite, correspondant à son fils, âgé de moins de 16 ans au moment de son départ à la retraite.

La majoration pour la famille nombreuse est passée de 4%   
en 1993 à 4500 F en 2000 et Monsieur T.A.K souhaite bénéficier de cet avantage.

Après les démarches infructueuses auprès des autorités, il a décidé de confier sa requête au Médiateur pour une médiation.

* **DOSSIER N° 002 DU 08 JANVIER 2008/HG**

Le requérant est T.M Docteur -ingénieur en Génie Mécanique, Directeur du centre supérieur de formation des formateurs (CSFF), à l'Institut Pédagogique National de l'Enseignement Technique et Professionnel (IPNETP).

La condition salariale à laquelle il a accepté sa mutation de   
l'INSET à L'IPNETP n'ayant pas été respectée, il a saisi le Médiateur de la République pour obtenir le rétablissement intégral de son salaire qui a été brutalement amputé.

Le courrier transmettant le dossier de l’affaire adressé depuis le 07 mars 2008 au ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, utilisateur du requérant, pour avis est resté sans suite.

**Dossier resté sans suite.**

**DOSSIER N° 011 DE JUILLET 2004/FKN**

Mme O.Epse L.M.B est bénéficiaire des dommages et intérêts versés par la compagnie d'assurance suite au décès de son époux dans un accident de la circulation en 1983.

Le montant du préjudice estimé à vingt neuf millions six cent quarante deux mille huit cent vingt quatre francs (29.642.824) CFA fut versé à la CARPA et ses fonds ont été détournés par maître B.M avocat de la famille à son seul profit.

Toutes les tentatives de Mme O. pour rentrer en possession de   
son dû sont restées vaines.

Après plusieurs correspondances et une séance de médiation entre les antagonistes, un échéancier de remboursement a été établi par Me B.M, qu'il ne respectera pas jusqu'à son décès en juillet 2004.

Il est question à ce jour, de rentrer en contact avec Messieurs   
M. C et K. C membres de la famille pour la démarche à suivre.

**Dossier en attente de suite**

***C-3- SECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES***

* **DOSSIER N° 09/2008/FKN/CCAB**

Mme R.D. Assistante Sociale a des difficultés avec son Ministère et les commerçants installés autour du Centre Social qu’elle a la responsabilité de gérer.

Dans un souci de réorganisation de l’environnement, en accord avec la Mairie, les commerçants ont été priés de chercher un autre espace.

Cette situation a entraîné la colère des commerçants, suivi de campagne de dénigrement.

Sans attendre la réponse à la demande d’explication qu’elle a reçue, elle a reçu décision qui la déchargeait de son poste de Directrice de Centre.

**Dossier en étude**

* **DOSSIER PRESENTE PAR LE COLLECTIF DES ETUDIANTS SORTANTS DE L’INTITUT NATIONAL DE FORMATION SOCIALE**

**PROMOTIONS 2006-2009 ET 2007-2009**

Le Collectif des Etudiants sortants de l’Institut National de Formation Sociale des promotions 2006-2009 (Assistants Sociaux) et 2007-2009(Assistants Sociaux adjoints), par courrier du 04 Novembre 2009, sollicite l’intervention du Médiateur de la République, pour leur recrutement à la Fonction publique.

En effet, selon les membres du collectif, sur 205 places prévues par le ministère, pour le recrutement d’agents sociaux à la Fonction publique, ce nombre est revu à la baisse et est passé à 100 places pour les deux catégories confondues, alors que les étudiants sortants sont au nombre de 254 personnes.

Les étudiants, titulaires du diplôme d’Etat des Assistants sociaux et Assistants Sociaux Adjoints, soutiennent que la Côte d’Ivoire a nécessairement besoin de la présence quotidienne des travailleurs sociaux sur le terrain. Alors, toutes les démarches entreprises auprès des autorités administratives étant restées vaines, ils présentent leur situation au Médiateur en l’implorant de jeter un regard favorable sur les 254 étudiants qui seront sans emplois après des années de dur labeur.

Dossier en étude

* ***DOSSIER N°027/2006/FKN/CCAB***

En juin 2003, il a été organisé un concours de recrutement de jeunes Ivoiriens pour l’intégration dans les rangs de l’Armée de l’air, en qualité de pilote et mécanicien ; suite aux instructions pressantes faites par son Excellence Laurent Gbagbo, Président de la République de Côte d’Ivoire, sur la nouvelle politique de défense après le déclenchement de la guerre (FRAT MAT N°11581 du 18 juin 2003)

Depuis la publication des résultats définitifs du 26 juillet 2004, et malgré la note expresse n° 2096/MD/DIRDEF/SDFI/du 12 Août 2004 du Ministère de la défense, pour la prise en compte des candidats déclarés définitivement admis au concours Air 2003 – 2004 rien n’a été fait pour ces jeunes.

La formation aux emplois d’officiers et sous officiers au titre de l’année 2004 -2005 n’a pas eu lieu au motif que l’embargo qui frappe la Côte Ivoire, depuis décembre 2004, affecterait leur formation prévue pour le 1er septembre 2004. Plusieurs démarches ont été entreprises par ces jeunes auprès des autorités militaires et civiles afin de trouver une solution à leur situation. Des promesses leur ont été faites (attente du résultat du concours de l’Air 2004, candidature à d’autres concours administratifs) mais aucune satisfaction.

Ils ont perdu leurs places dans les Universités, les Grandes Ecoles, leurs emplois et donc sont tous au chômage. Inquiets et soucieux de leur avenir vu que toutes les démarches entreprises se sont avérées vaines, ont souhaité rencontrer le Médiateur de la République.

**Dossier classé**

**C-4 – SECTEUR DU FONCIER RURAL, URBANISME ET COLLECTIVITE**

**TERRITORIALE**

* **DOSSIER N°16/2008/FKN/CCAB**

Monsieur N’K.G.C a constaté que ses lots du lotissement de son village font l’objet d’attribution arbitraire par le Ministère de la Construction et de l’Urbanisme (MCU).

Il a entrepris les démarches auprès des autorités villageoises et Administratives pour faire arrêter cette manœuvre et que ces lettres soient annulées. Mais elles sont restées infructueuses.

Inquiet, le requérant, par courrier du 13 Août 2008, sollicite l’intervention du Médiateur de Région afin de préserver l’intérêt général au niveau du village.

**Dossier en étude**

* **DOSSIER N°005 /2009/FKN**

Une convention de concession des Blocs Industriels de Cocoteraies de Grand Lahou et de Jacqueville a été signée le 26 Juin 1996 entre l’Etat de Côte d’Ivoire et la Société Ivoirienne de coco râpé (SICOR) qui a été déclarée adjudicaire de 4 930 hectares de plantation de cocoteraies sur l’Ile AVIKAM de Grand Lahou.

La convention en son article 6, précise l’ensemble des engagements pris par la SICOR, en 7 points et en son article 8, les engagements de l’Etat de Côte d’Ivoire dont son point N° 3 stipule que l’Etat s’engage dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la signature de la présente convention à donner en bail emphytéotique les terres rurales des blocs de cocoteraies à la SICOR pour une durée de soixante six (66) ans renouvelable.

Selon les requérants, l’Etat de Côte d’Ivoire a respecté la totalité de ses engagements (voir l’article 8 de la convention) et la SICOR quant à elle n’a tenu aucun de ses engagements (voir article 6).

Les propriétaires terriens, mécontents, ont pris la décision ferme de reprendre leurs terres, protester contre l’Etat de Côte d’Ivoire pour la durée du bail emphytéotique et porter plainte contre la SICOR conformément à l’article 10 de la convention de cession qui stipule :**« tout différent né de l’interprétation ou de l’application de la présente convention sera réglé à l’amiable.**

En cas d’échec dans la recherche de solution amiable ou si l’expiration d’un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du litige d’une partie à l’autre, une solution n’a pu être trouvée, le litige sera réglé par les tribunaux d’Abidjan qui sont seuls compétents ».

Au vu de tous les griefs, ils demandent à l’Etat de prendre ses responsabilités afin que les populations retrouvent leurs terres**.**

**Dossier en attente de suite**

* ***DOSSIER 037 du 23/05/2007***

La gestion des hommes et des affaires en pays ATCHAN est régie par la loi fondamentale dénommée « ATCHAN N’KPOSSAN » qui contient l’ensemble des critères de choix d’un chef coutumier dans la tradition ATCHAN.

Monsieur T. L, candidat à la chefferie, ne répond pas au critère, selon lequel, le père du postulant doit être originaire du village.

Selon le plaignant, le mis en cause est natif d’Abadjin-Doumé et non d’Abidjan-Agban.

Afin d’éviter les troubles au sein de la population d’Abidjan-Agban, le Doyen des Dougbo Dongba a par voie d’huissier transmis une demande de médiation au Médiateur KOKORA N’Goli François pour un règlement pacifique de ce litige opposant la génération Dougbo à Monsieur T. L.

Le Médiateur KOKORA a eu une séance le 24 Mais 2007, avec les représentants des DOUGBO, il compte rencontrer le mis en cause afin de pouvoir cerner la situation pour trouver une solution définitive à ce litige.

**Dossier classé**

* **DOSSIER N° 010/2008/FKN**

Afin d’éviter les inconvenants regrettables dans l’application de la décision 1934 portant nomination du Chef du village en 2007, la population Krobou a mis des gardes fous en se dotant d’un règlement intérieur « critères d’éligibilité ».

Les articles 12 et 13 de ce règlement intérieur font l’objet d’interprétation des autorités administratives (Préfet de Région et Sous-préfet).

Depuis plus de 2 ans, les rencontres entre les représentants du village sollicitent la médiation du Médiateur de la République auprès du Préfet de Région afin de reconnaître et accorder un arrêté de nomination au nouveau Chef de village.

Les propositions de sortie de crise à Oress Krobou sont :

1. Journée de réconciliation
2. Mise en place d’un comité de rédaction de la nouvelle Charte d’éligibilité
3. Détermination du collège électorale
4. Election du nouveau Chef.

**Dossier classé**

* **DOSSIER N°O31/2009/LO /FKN**

Selon le chef du Village de Faraba, le village de faraba a été désigné comme chef lieu du canton YORO- NIGBY avant la colonisation française. Mais, le village de TAMAFOUROU, pour des motifs qui lui sont propres, conteste cette décision et souhaite le transfert du chef lieu de canton.

Au sujet de ce transfert de Faraba à Tamafourou, les membres du collectif des chefs de canton du Département de MANKONO, font remarquer, qu’ils ont épuisé toutes les voies de recours, du règlement à l’amiable entre les villageois, en passant par le Sous-préfet et Préfet du Département de MANKONO.

Par courrier du 14 Décembre 2009, au nom du collectif, monsieur BAmo Bamba , chef du village de Faraba, sollicite l’appui étatique du Médiateur de la République pour l’arrêt immédiat de l’intronisation de la chefferie Cantonale dans le village Tamafourou, afin d’éviter de créer la division dans le Cantons NIGBY.

**Dossier en cours d’étude**

* **DOSSIER N° 007/2009/FKN**

Depuis le mois de Janvier 2009, un grave conflit oppose les Village de Pass et Débrimou (Commune de Dabou), au sujet des obsèques du Patriarche Mango Dabouachi.

Dès son décès survenu le 10 Janvier 2009, ses enfants se sont empressés de construire sa tombe à Dabouachi comme il l’avait demandé ; sans au préalable annoncer officiellement la nouvelle du décès aux habitants du village Pass où il vivait et, où il avait une famille maternelle. Alors que Débrimou son village d’origine, a été informé dans les premières heures.

En réaction à ce comportement maladroit, les jeunes gens du Village Pass, ont détruit et refermé la tombe, provoquant ainsi un risque d’affrontement entre les deux localités.

Malgré les démarches et interventions des Autorités administratives, religieuses et de l’association des chefs coutumiers, les deux villages ont continué d’exprimer les menaces d’affrontement.

Dans le cadre de la recherche de solution en vue des obsèques du Patriarche Mango, le Préfet du Département de Dabou a sollicité l’Intervention du Médiateur de la République.

* **DOSSIER N°-627 DU 22 NOVEMBRE 2007/PJK**

Par une correspondance du 17 octobre 2007, Mr Y. T est interdit par M .S.G président du conseil général d'issia d'avoir accès à son poste de travail en qualité de Directeur des services socio culturels et promotion humaine par arrêté n° *232/AT/DGDDL/DPCT/SDPCI* du 06 Avril 2007 du Ministre de l'administration et du territoire.

Suite à l'analyse de dossier, il s'avère que sur quatre (4) fonctionnaires, seul Mr Y. T grade A3 numéro matricule 154609 P ne peut pas rejoindre son poste compte tenu des injustices et abus de pouvoirs.

**Dossier en étude**

**DOSSIER N°01 DE L'ANNEE 2008/FKN/CCAB**

DEBRIMOU est un village de 20 000 âmes, situé dans la Commune de Dabou.

Il est subdivisé en quatre quartiers et dirigé par un chef central.

**LES SOURCES DU CONFLIT**

1. **LA GESTION DE L’EAU POTABLE**
   * Les premières installations du château construit par le village ne fonctionnent plus. L’approvisionnement en eau a été interrompu ;
   * La SODECI a été installée, mais c’est seulement 170 personnes qui sont abonnées ;
   * 19830 personnes ont des difficultés pour s’approvisionner en eau potable ;
   * Les jeunes du village ont suspendu les services de la SODECI à Débrimou.
2. **LA GESTION DES 120 HECTARES DE PLANTATION D’HEVEA CEDES AU VILLAGE DE DEBRIMOU, PAR L’ETAT DE COTE D’IVOIRE**
   * Détournement de fonds d’un montant de 108 000 000 de FCFA au niveau de la Mutuelle ;
   * Liberté de personnes accusées de détournement de fonds
   * Choix non consensuel du Gérant de la plantation
3. **LA MARGINALISATION DE LA JEUNESSE**

Les jeunes pensent qu’ils doivent être associés aux décisions

Concernant le développement du village.

**LES ETAPES DANS LA RECHERCHE DE SOLUTION**

**Les séances de travail, en présence de Madame le Sous-préfet central de Dabou ont permis de conclure que la cause réelle de ce conflit est la gestion de la plantation des 150 hectares d’hévéa**.

**Il a été arrêté ce qui suit :**

1. Les responsables de DJADJEM ont accepté de lever toutes les sanctions et qu’à compter du Mercredi 7 Mai 2008 au petit matin, les habitants de ESRE pourront circuler librement dans le village et vaquer à leur occupation. Pour terminer, ils ont demandé de sensibiliser les responsables de ESRE pour qu’ils arrêtent de s’approprier la gestion d’une partie de la plantation.

Ils ont aussi souhaité qu’une solution soit trouvée pour les Blessés

1. Le Chef de ESRE nous a rassurés sur la gestion de la vente qui a été faite suite la saignée. Il a dit que l’argent est disponible et qu’une distribution équitable sera faite.

Concernant les blessés, pour le retour de la paix, une solution sera trouvée

selon les us et coutumes de leur village.

Pour conclure, le Chef du quartier ESRE et ses notables ont proposé que l’exploitation générale de la plantation soit suspendue en attendant de trouver une solution consensuelle et définitive.

1. Le Médiateur, les a rassurés quant à la solution idoine qui sera trouvée.

Il a alors projeté les rencontres suivantes pour pouvoir arrêter des solutions durables :

* Séance de travail avec les autorités préfectorales
* Séance de travail avec le chef du village et les chefs de quartiers de Débrimou
* Séance de travail avec les cadres du village ici à la Médiature
* Séance pour la signature d’un accord définitif avec les différentes

composantes du village

Il a été arrêté ce qui suit :

1. Relancer les activités du Comité de crise
2. Désigner de cinq (5) personnes membres du quartier de ESRE pour

faire partir du Comité de crise ;

1. Désigner deux (2) femmes comme membres du Comité de Crise
2. Désigner deux (2) jeunes comme membres du Comité de crise
3. Distinguer les problèmes de la Mutuelle aux problèmes

politiques

1. Faire le toilettage des textes qui régissent la Mutuelle de

Débrimou.

1. Audit de tous les groupes qui ont géré la plantation et autres

(véhicules)

1. Mettre en place une rotation pour l’emploi des jeunes du

village.

Le Préfet demande l’indulgence de ESRE pour entrer dans le Comité de crise et souhaite qu’au plus tard le Vendredi 23, ce Comité de crise soit fonctionnel pour que reprenne l’exploitation de la plantation.

Concernant la gestion du véhicule qui porte le nom de Monsieur Lambert et dont la gestion par un flou, le Préfet a décidé de le mettre en fourrière en attendant de mettre en place le Comité de gestion.

**Pour conclure, le Médiateur a demandé un signe de réconciliation pour prouver qu’un pas venait d’être franchi dans la résolution de ce conflit.**

Enfin la paix a été retrouvée dans ce beau village de Dabou

**Médiation réussie, dossier clos**

**DOSSIER N° 027 DU 31 JUILLET 2008/HG**

Il s'agit d'un litige qui oppose un collectif d'occupants de lots des quartiers précaires dans la commune de Koumassi, à l'administration de ladite commune qui a décidé de procéder au déguerpissement de ces occupants en vue de réaliser un projet de restructuration desdits quartiers.

Des réunions de concertation avec les deux parties et des visites de terrain ont permis de les engager sur la voie du dialogue.

Ainsi, le 20 Décembre 2008, au terme d'une réunion tenue Après les responsables des quartiers en question il a été décidé de rencontrer le maire « afin d'échanger avec lui sur les préoccupations des habitants des quartiers précaires et d'entendre le maire sur les orientations en matière d'urbanisme de sa commune ». Il s'agit de trouver un terrain d'entente au mieux des intérêts des deux parties.

**DOSSIER N° 13 DU 22 AVRIL200B**

Mme A.L- V est propriétaire du lot N°6 du lotissement   
de Cocody-nord, objet du .FN° 8456 de Bingerville depuis 1983.

En 1988, elle cède ce terrain à la Mairie de Cocody sous   
forme d'un bail à construction d'une durée de 10 ans, dont le   
loyer s'élève à 500 000 francs par mois.

Sans avoir signé le bail, le Maire de Cocody entreprend de construire des servant de magasins de commerce sur cet emplacement appelé aujourd'hui « ALLOCODROME ».

Après plusieurs interpellations faites par Mme L .invitant le Maire de Cocody à signer le bail et à respecter les clauses, ce dernier reste sourd à ses interpellations.

ML saisit le tribunal et en définitive la cour d'appel d'Abidjan par arrêt n° 1327 du 20 novembre 1998,ordonne la destruction par la Mairie de Cocody ,à ses frais, des édifices construits par elle. Mais cet arrêt n'a pas été exécuté.

Les correspondances adressées :

- le 29 janvier 2002 au Ministre de l'intérieur et des collectivités locales;

--le 14 octobre 2004 au Directeur Général de la   
Décentralisation et du Développement local ;

--le 20 novembre 2006 à Monsieur le Secrétaire Général   
de la Primature qui a transmis le dossier au Directeur Général de la Décentralisation et du Développement local sont restées sans suites.

Le préjudice subi par Mme L- V a été estimé à la somme   
de 53 774 770 F CFA) au Il décembre 2001. C'est seulement en date du 29 juillet 2003 que, reconnaissant du coup les droits de Mme L- V , la Mairie accepte de payer par mandatement, la somme de 24 574000 F CFA. Cependant, les arriérés des loyers demeurent encore impayés à ce jour.

Mme L- V faisant face elle-même à une dette impayée vis- à-vis de la Banque, relativement à un prêt immobilier que celle-ci lui avait consenti, le 16 novembre 2006, est informée de ce que la maison qu'elle occupe ferait l'objet d'une saisie-vente sans délai si elle ne soldait pas cette dette.

C'est accablée par cette situation que Mme L- V sollicite du Médiateur de la République, réparation d'une injustice dont elle s'estime victime de la par de la Mairie de Cocody, et qui risque de lui coûter la perte de sa maison qui lui sert de résidence actuellement.

Elle demande donc l'intervention du Médiateur de la République auprès de la Mairie de Cocody afin que lui soit reversée la somme de 30 000 000 de FCFA, reliquat que la Mairie lui reste devoir, pour lui permettre d'apurer le prêt immobilier qui lui a été accordé.

**Instruction**

Un accusé de réception a été adressé à Mme A L - V le 06 Mai 2008.

Le dossier de réclamation a été communiqué à Mr le Maire de   
Cocody le 23 juin 2008 pour avis.

Le 5 Août 2008, Monsieur le Maire tout en s'étonnant de ce que Mme L -V soit propriétaire de ce terrain, convient, au vu, du certificat de propriété produit par celle-ci. de payer les créances restant dues.

Le 6 Novembre 2008, après plusieurs jours de négociation, un protocole d'accord signé par les deux parties reconnaît que la Mairie reste devoir à Madame A L-V, la somme de 88 000 000 francs CF A qui sera inscrite au budget annuel au cours de l'exercice 2009 de la commune de Cocody, à titre de régularisation.

**Médiation réussie, dossier clos**

**C--5 – SECTEUR AFFAIRES JURIDIQUES**

* ***DOSSIER 028 du 17/01/2007***

Nanan M. T. père de T .N’G.J, par lettre du 4 Septembre 2006, sollicite l’intervention du Médiateur de la République dans l’affaire T N’G J c/ LA Société Immobilière dénommé Groupe Horizon 2000 plus de Monsieur A T L, père du Ministre A T M.

Il s’agit du recouvrement d’une somme de 4 233 208 FCFA dont 4 053 280 FCFA concernant les apports personnels et 180 000 FCFA des frais de dossiers, pour une acquisition de maisons.

Dans la recherche d’une solution à l’amiable, plusieurs correspondance ont été adressé aux autorisées ivoiriennes, de même qu’au Ministre M A T, fils du mis en cause.

N’ayant aucune suite favorable, et voyant son fils dans la souffrance, il sollicite le Médiateur de la République pour la résolution définitive de cette situation.

**Dossier classé**

* ***DOSSIER N° 14./2008/FNK/CCAB***

Monsieur A.N.G., Président d’une ONG de droits de l’Homme, par courrier du 27 Août 2008, sollicite l’intervention du Médiateur de la République.

A travers son courrier, il attire l’attention du Médiateur sur la violation des droits de l’Homme dans les maisons d’arrêt et de correction de Côte d’Ivoire.

Il souligne aussi qu’il n’y a pas de contrôles et d’inspection au niveau de la gestion et du fonctionnement des établissements pénitentiaires.

Alors que il pense sue nos prisons sont un véritable enfer et que les normes internationales élémentaires relatives au traitement des détenus et à la protection de la dignité de la personne humaines sont violées.

Il souhaite que le Médiateur mène des actions aux fins de l’humanisation et de la modernisation des conditions de détenus.

**Dossier en étude**

**C – 6 – AUTRES DEMANDES**

* **DOSSIER N° 009 du 16 Août 2007**

Depuis l’an 2004, 91 agents de Filtisac en Côte d’ Ivoire ont été licenciés. Les 91 agents étaient composés de 18 déplacés de guerre (agents de Fibacco), 9 délégués de Filtisac et 5 délégués de Fibacco.

Mais les 9 délégués d’Abidjan ont été indemnisés et les 5 délégués déplacés de Fibaco ont été réintégrés, les 77 autres employés (y compris les 18 déplacés) après une reprise de service le 05 Janvier 2004, suite à l’intervention du PCA ont malgré tout été déflatés à la date du 31 Janvier 2004 sans salaire et sans droits de licenciement.

Toutes les démarches auprès de la direction de Filtisac, de la direction de IPS, sont restées vaines.

Inquiets de la situation qui se présente à eux, avec les problèmes scolaires et les problèmes de santé, par un courrier à la date du 14 Août 2007, le Collectif des déflatés sollicite l’intervention du Médiateur afin de trouver une solution dans ce conflit qui les oppose à la direction de Filtisac.

**Dossier classé**

* **DOSSIER 005 du 12/07/2007**

Les employés de I. A. licenciés en 2004, ont entrepris de nombreuses démarches auprès de Monsieur N’Z. P. D et sa fille M L N’Z, auprès de la Justice afin d’obtenir le paiement de leurs droits de licenciement qui s’élèvent à Trente cinq millions (35 000 000) de francs CFA.

Malgré les condamnations obtenues auprès de la Justice pour, injonction de payer le 30 Décembre 2005, saisie conservatoire de bien Meubles corporels du 30/12/2005, saisie conservatoire d’un Aéronef du 30/12/2005 et un procès verbal de saisie conservatoire d’Aéronef du 31 Décembre 2005 à 09 heures, toutes les démarches sont restées vaines. Des démarches entreprises à la Police Economique et à la Présidence de République sont restées sans suite favorable.

Inquiet de la situation qu’ils vivent depuis la date de leur licenciement, par correspondance du 12 Juillet 2007, ils sollicitent l’intervention du Médiateur de la République pour une régularisation de leurs droits de licenciement.

**Dossier classé**

***DOSSIER 031 du 09/02/2007***

Le Général **L**, Conseiller Militaire à la Présidence de la République, reste devoir la somme de 1 057 060 (Un million cinquante sept mille soixante Francs) à la Société N. S sur une facture de livraison de carreaux.

Maître **A. B .N’G. S**, Notaire, commis pour le recouvrement de cette créance, a entrepris durant l’année 2006, des réclamations amiables qui sont restées infructueuses.

Afin d’éviter des poursuites dans les Tribunaux, il sollicite l’intervention du Médiateur (par lettre du 11 Janvier 2007) auprès du Général **L** afin de donner satisfaction au requérant.

**Affaire en cours de traitement**.

Le Médiateur a adressé plusieurs courriers aux mis en cause.

***DOSSIER 031 BIS du 18/01/2007***

Maître **A. B. N’G.S**, Notaire, par lettre du 11 Janvier 2007, sollicite l’intervention du Médiateur de la République dans l’affaire Société N. S C/le **Général B. D.** Inspecteur Général des Armées.

Il s’agit du recouvrement d’une somme de deux millions cinq cent mille francs (2 500 000 FCFA) représentant le reliquat d’une facture de quarante millions (40 000 000) FCFA pour le financement et la construction de sa villa à la riviera, conformément à un accord arrêté en définitive par les parties (voir lettre du 4 septembre 2004).

En effet, depuis le 12 Janvier 2005, soit durant deux ans, que le Notaire entreprend des démarches auprès du Général pour pouvoir satisfaire la Société qui les a commis, mais, elles sont restées infructueuses.

**Dossier classé**



CINQUIEME PARTIE

**LES AUTRES ACTIVITES DU MEDIATEUR**

**DE LA REPUBLIQUE**

****

AU PLAN NATIONAL

**Les activités du Médiateur de la République se sont articulées principalement autour :**

* **du vote par le parlement de la loi organique n° 2007-540 fixant les avantages, l’organisation et le fonctionnement de l’organe de Médiation dénommé "Médiateur de la République" ;**
* **de la présentation et de la diffusion du rapport d’activités de la période 19997 – 2006 ;**
* **de la représentation aux activités de la Commission Nationale des droits de l’Homme ;**
* **de la participation aux « Premières Journées Nationales de la Régulation et de la Médiation organisées du 20 au 21 octobre 2009 par**
* **de la participation à des cérémonies officielles**
* **de l’organisation des sessions de formations des personnels au plan local ;**
* **de la réunion de concertation de Médiateurs de l’AOMF de la Sous-région de l’Afrique de l’Ouest du 29 au 30 octobre 2007 à Abidjan ;**
* **des audiences diverses ;**
* **visites aux de la crise ivoiriennes ;**

**Nous ne rapporterons dans ce rapport que quelques uns des éléments des activités nationales du Médiateur de la République.**

**1 – la réunion de concertation des Médiateurs de l’AOMF de la Sous-région de l’Afrique de l’Ouest du 29 au 30 octobre 2007 à Abidjan.**

**2 – la représentation à la commission Nationale des droits de l’homme ;**

**3 – les Interventions radio-télévisées du Médiateur de la République dans le cadre de la crise socio politique en Côte d’Ivoire.**

**A– ESPACE AOMF**

**A-1- la réunion de concertation des Médiateurs de l’AOMF de la**

**Sous- région de l’Afrique de l’Ouest du 29 au 30 octobre 2007 à**

**Abidjan.**

Du 29 au 30 Octobre 2007, s'est tenue dans la salle des fêtes de l'Hôtel   
Ivoire, la réunion de concertation des Médiateurs Francophones de la zone Afrique de l'Ouest. Cette réunion a regroupé les Médiateurs du Bénin, du Burkina-Faso, du Mali, du Sénégal, le représentant du Médiateur de la République de la Mauritanie et le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales du Niger et le président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Togo.

La cérémonie d'ouverture a été ponctuée par quatre interventions.

Dans son mot de bienvenue, le Représentant du Maire de la Commune de Cocody Monsieur Jacques DOGO a dit toute sa satisfaction pour le choix porté sur sa commune pour abriter ces travaux; puis Monsieur Lamine OUATTARA, Médiateur De la région du Zanzan a livré le message du Médiateur de la République de Côte d'Ivoire Monsieur Mathieu EKRA qu'il supplée.

Dans ce message, Monsieur le Médiateur de la République de Côte d'Ivoire a donné les objectifs de la présente réunion de concertation destinée à faire le point de l'état de marche de nos Institutions de Médiation et à réfléchir sur l'ordre du jour du prochain congrès de l' A.O.M.F à Bamako et de la prochaine Assemblée Générale de l' A.O.M.A en Libye.

Ensuite, Madame le Médiateur du Mali Madame DIAKITE Fatoumata N’DIAYE, Présidente de l’A.O.M.F. a d’abord remercié les autorités de la République de Côte d’Ivoire et a expliqué que cette réunion donnera l’occasion d’approfondir la réglexion sur l’état de droit et la culture démocratique à travers l’analyse du rôle des Médiateurs dans la promotion et la protection des Droits de l’Homme et leur action tendant à garantir l’équilibre entre les droits individuels et les droits collectifs.

Enfin, dans son discours d’ouverture, le premier Ministre de la Côte d’Ivoire Monsieur Guillaume SORO, représentant Monsieur le Président de la République pour l’heureuses initiative de cette rencontre prise par les Médiateurs Francophones de l’Afrique de l’Ouest. Il a rappelé l’importance de la médiation dans la résolution des conflits de tous ordres et a même émis le souhait de voir la création d’un Médiateur Africain, au sein de l’Union Africaine.

Les travaux proprement dits ont été présidés par Monsieur Lamine OUATTARA, Médiateur de la région du Zanzan AVEC Madame DIAKITE Fatoumata N’DIAYE, Médiateur du Mali comme Modérateur, et Madame Amina OUEDRAOGO, Médiateur du Faso, comme Rapporteur.

Le projet d’ordre du jour a été adopté et comportait les six points suivants :

1. POINT DES ACTIVITES DES MEDIATEURS FRANCOPHONES DE LA ZONE AFRIQUE DE L’OUEST ET COOPERATION ENTRE LES INSTITUTIONS
2. REFLEXION SUR LA FAISABILITE DE LA CREATION D’UN NMEDIATEUR DES ENFANTS
3. REFLEXION SUR L’ORDRE DU JOUR DU 5ème CONGRES DE L’AOMF :

* Thème général : « Droits collectifs et individuels : le Médiateur garant de l’équité ».
* Sous-thèmes :
* « les droits de l’enfant » : (Immigration, mineur isolé, délinquance juvénile et majorité pénale).
* « Les lieux d’enfermement » : (Ordre public et dignité humaine).

1. PREPARATION DE LA CONFERENCE DE L’AOMA
2. PROBLEME DE FORMATION DES COLLABORATEURS DES MEDIATEURS
3. EQUIPEMENT DES BUREAUX DES MEDIATEURS
4. QUESTIONS DIVERSES.

A-1-1- POINT DES ACTIVITES DES MEDIATEURS FRANCOPHONES DE LA ZONE

AFRIQUE DE L’OUEST ET COOPERATION ENTRE LES INSTITUTIONS

Chaque participant a fait une présentation succincte de son Institution, de ses activités et a fait part des différentes évolutions constatées au niveau de son bureau de médiation.

Il a été retenu de renforcer la coopération entre les organismes de médiation de l'Afrique de l'Ouest, notamment dans les domaines des échanges de cadres et des échanges d'expériences.

A-1-.2 - REFLEXION SUR LA FAISABILITE DE LA CREATION D’UN NMEDIATEUR DES ENFANTS

Ce point inscrit à l'ordre du jour de la rencontre par le Médiateur de la République du Sénégal Monsieur Doudou N'DIR a suscité beaucoup de débats. Après avoir posé la problématique de la situation des enfants, le Médiateur de la République du Sénégal a expliqué que l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie (A.I.F.) souhaitait que les Médiateurs se prononcent sur l'opportunité de la création d'un Médiateur des enfants.

Des échanges, il est ressorti que bien que la situation des enfants soit   
préoccupante, des difficultés subsistent quant à la mise en œuvre d'une telle Institution.

Il a été décidé de faire l'état des lieux, dans la mesure où il existe des Institutions étatiques qui s'occupent déjà de cette question.

Il s'est dégagé en définitive deux positions à savoir :

- Créer la Médiation des enfants au sein des structures de médiation existantes ;

- Créer des Médiations des enfants à l'extérieur de ces structures.

Au total, il a été relevé que cela pourrait poser le problème de la limitation même des attributions des Médiateurs.

Il s'agit donc de réfléchir sur le rôle des Médiateurs dans la protection des enfants, ce qui serait un nouveau rôle.

La question des droits des enfants faisant l'objet d’un sous-thème au Congrès de Bamako, les Médiateurs pourraient s'en imprégner pour faire part de leur réflexion.

A-1-3- REFLEXION SUR L’ORDRE DU JOUR DU 5ème CONGRES DE L’AOMF :

Il s'agit pour les Médiateurs d'Afrique de l'Ouest d'apporter leur contribution au débat sur la promotion et la protection des droits de l'Homme. Cette réflexion devrait aboutir à des recommandations qui pourraient être soumises aux autorités de nos Etats.

Dans le cadre de la préparation du Congrès de Bamako, il a été demandé aux participants de faire parvenir leurs contributions au Médiateur de la République de Côte d'Ivoire, représentant la zone Afrique de l'Ouest qui en fera la synthèse.

A-1-4 - PREPARATION DE LA CONFERENCE DE L’AOMA EN AFRIQUE DU SUD

Monsieur le Médiateur de la République du Sénégal qui est le coordonnateur de la zone Afrique de l'Ouest au sein de l'A.O.M.A a fait part des difficultés qu’il a rencontrées pour mener à bien sa mission, du fait de la manière dont l'A.O.M.A. est gérée à partir de l' Afrique du Sud.

Sur les thèmes, il est ressorti que même s' i ls sont intéressants, leur libellé peut susciter des interrogations et prêter à confusion, car ils nous éloignent quelque peu des missions classiques des Médiateurs.

A-1-5- PROBLEME DE FORMATION DES COLLABORATEURS DES MEDIATEURS

Les participants ont noté une volonté commune de former certains cadres à la théorie et à la pratique de la médiation.

L'idée d'une démarche de formation et de professionnalisation des bureaux d'Ombudsmans et des Médiateurs a été retenue.

Il a été suggéré de réfléchir à la création d'un réseau de formation des  
bureaux des Médiateurs dans la sous-région.

A-1-6 - EQUIPEMENT DES BUREAUX DES MEDIATEURS

Les uns et les autres ont fait part de leur expérience, notamment en ce qui concerne l'acquisition du logiciel GREF auprès de la Belgique.

Le souhait de la création d'une communauté d'utilisateurs de ce logiciel   
permettra de renforcer le partenariat des Médiateurs de la zone Afrique de l'Ouest.

A-1-7 - QUESTIONS DIVERSES

Le Médiateur du Faso a donné des informations sur la préparation d'une   
rencontre des Médiateurs de l'espace UEMOA sur le thème: «Rôle des   
Médiateurs dans le renforcement du service public» et les participants ont   
donné leur accord de principe.

Le problème du statut du Médiateur Togolais a été posé par son représentant qui a reçu les informations adéquates de la part de la Présidente de l'AOMF quant aux conditions d'adhésion à cette association.

Le Bénin a invité les Médiateurs à un colloque qu'il organise à Porto-Novo,   
du 4 au 6 Décembre 2007.

La clôture des travaux est intervenue le 30 octobre 2007, au siège du   
Médiateur de la République de Côte d'Ivoire.

Dans son discours de clôture le Médiateur du ZANZAN représentant le   
Médiateur de la République de Côte d'Ivoire Monsieur Mathieu EKRA, a d'abord   
remercié les Médiateurs participants et a fait un bilan satisfaisant des contributions des uns et des autres à cette réunion. Il a en outre remercié le Chef de l'Etat Monsieur Laurent d13AGBO, le Premier Ministre Monsieur Guillaume SORO qui n'ont ménagé aucun effort pour la tenue et la réussite de cette rencontre.

En marge des travaux, les participants ont été reçus en audience par son   
excellence Monsieur le Président de la République qui au cours des échanges a   
rassuré les Médiateurs francophones de l'Afrique de l'Ouest de tout son appui et   
leur a .réaffirmé son engagement personnel auprès de ses pairs à les encourager dans la création d'Institutions de médiation dans les pays africains qui n'en sont pas dotés.

A la suite de cette audience, les Médiateurs ont été reçu par le Premier   
Ministre Monsieur Guillaume SORO. La Présidente de l'A.O.M.F Madame   
DIAKITE Fatoumata N'DIAYE a remercié le Premier Ministre pour sa   
disponibilité, lui a fait le point des travaux et a sollicité son appui.

Le Premier Ministre à son tour, a fait part aux Médiateurs des résultats   
auxquels la Côte d'Ivoire est parvenue grâce aux vertus du dialogue et de la   
concertation et a émis le vœu que cet exemple serve à l'Afrique.

Au sortir de cette visite au Premier Ministre, les Médiateurs se sont rendus  
sur le plateau de la Radio Télévision Ivoirienne (RTl) pour une table ronde.

A-1-8 – MOTION SPECIALE AU CHEF DE L’ETAT ET AU PREMIER MINISTRE CHEF DUN GOUVERNEMENT

La 1ère réunion de concertation des Médiateurs francophones de la Zone   
Afrique de l'Ouest tenue à Abidjan en Côte d'Ivoire, les 29 et 30 octobre 2007, à   
l'Hôtel Ivoire de Cocody, rend un hommage déférent et reconnaissant à Son Excellence Monsieur Laurent GBAGBO, Président de la République de Côte   
d'Ivoire, et à Son Excellence Monsieur Guillaume Kigbafory SORO, Premier   
Ministre.

Les Médiateurs francophones de la Zone Afrique de l'Ouest expriment leur   
profonde et sincère gratitude au Chef de l'Etat et au Chef du Gouvernement pour  
toute l'attention, la générosité et la diligence dont ils ont fait preuve, tant pour les   
préparatifs que durant tout le déroulement de la réunion de concertation.

Ils les remercient pour l'adoption et la promulgation de la loi organique de   
l'Institution du Médiateur de la République de Côte d'Ivoire donnant ainsi la preuve de   
leur détermination à contribuer au développement de la pratique de la médiation,  
comme moyen de promotion, de consolidation et de défense de la démocratie  
l'Etat de droit, de la paix sociale et des droits de la personne. 1

Ils les félicitent pour tous les efforts et les sacrifices consentis pour le retour de  
la paix si chère à la Côte d'Ivoire.

Dans celte optique, ils les encouragent à poursuivre activement la mise en   
œuvre de l'accord politique de Ouagadougou en vue d'une sortie heureuse et rapide   
de la crise qui préoccupe les populations de la Côte d'Ivoire et celles des pays de la  
Sous-Région de l'Afrique de l'ouest.

Fait à Abidjan le 30 octobre 2007

**A-2- La représentation à la commission Nationale des droits de**

**l’homme ;**

Par correspondance n° 265/MDDH/MIM en date du 21 décembre 2006,   
monsieur le Ministre des Droits de l'Homme a invité le Médiateur de la République à désigner deux représentants de son Institution pour siéger à la Commission Nationale des Droits de l'Homme.

Comme suite à cette requête, messieurs KOKORA François N'Goli,   
Médiateur de la Région des Lagunes 1 et NENEBI Jules, Secrétaire Général, ont été proposés, la lettre n° 006/MR/DIR-CAB/LM du 11 janvier 2007, pour prendre part aux travaux de ladite Commission.

C'est ainsi que par décret n° 2007/698 du 31 décembre 2007, Monsieur le Président de la République a bien voulu nommer comme membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI), 33 personnalités avec VOIX DELIBERATIVE, et 11 personnalités avec VOIX CONSULTATIVE.

La durée du mandat des membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire est de cinq (5) ans non renouvelable.

A-2-1- **HISTORIQUE**

L'histoire de la mise en place de la Commission Nationale des Droits de   
l'Homme de Côte d'Ivoire (CNDHCI) remonte à mars 1992, date à laquelle les   
recommandations du séminaire organisé par le centre des Droits de l'Homme à   
Paris en octobre 1991 sont approuvées par la Commission des Droits de l'Homme   
(résolution 1992/54).

Cette approbation sera entérinée le 20 décembre 1993 par l'Assemblée   
Générale de l'ONU (résolution A/RES/48/134) qui en fera par la même occasion   
« les principes de Paris *»,* matrice des institutions nationales de promotion et de   
protection des Droits de l'Homme.

Les principes de Paris élaborent une série de normes relatives au rôle, la   
composition, le statut et les fonctions des institutions nationales chargées des   
Droits de l'Homme. La même année, à la conférence de Vienne, un appel solennel   
est lancé à tous les Etats membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

C'est dans cet esprit que, pour coller à la nouvelle donne, le   
gouvernement de Côte d'Ivoire dépose un projet de la loi sur la table de   
l'Assemblée Nationale dès 1998.

Malheureusement, des péripéties diverses contribuent à en différer   
l'examen. Et c'est finalement le 09 octobre 2001 que la loi n° 2001-634 portant   
création de la CNDHCI est votée. Mais cette loi ne prendra pas effet jusqu'à la   
survenue des évènements de septembre 2002.

L'Accord de Linas Marcoussis consécutif à la guerre survenue le 19   
septembre 2002 relève le caractère central de la protection des Droits de   
l'Homme, en identifiant son ineffectivité comme étant l'une des causes principales   
de la rupture sociale ayant conduit à la guerre. Cet accord notifie en son Annexe VI   
la nécessité de la mise en place de la Commission Nationale des droits de l'Homme.

Cette recommandation va conduire le gouvernement de réconciliation   
nationale à élaborer un projet de loi à cette fin. C'est ainsi que le 23 mai 2004 fut

votée la loi 2004-202 modifiant la loi 2001-634 du 09 octobre 2001 portant   
création de la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire.

Quelques mois plus tard, suite aux Accords de Pretoria 1 et Il, après les   
avis conjoints des présidents de l'Assemblée Nationale et du Conseil   
Constitutionnel et à un message à la nation du 20 avril 2005, le Président de la   
République, par décision ayant force de loi (sous le sceau de l'article 48 de la   
constitution du 1er août 2000) crée la Commission Nationale des Droits de   
l'Homme de Côte d'Ivoire le 15 juillet 2005 (décision 2005/08/PR).

A-2- 2- **ATTRIBUTIONS**

La Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire exerce   
des fonctions de concertation, de consultation, d'évaluation et de proposition en   
matière de promotion, de protection et de défense des Droits de l'homme.

A ce titre, elle:

* reçoit les plaintes et dénonciations portant sur les cas de violation des Droits   
  de l'Homme;
* procède à des enquêtes non judiciaires, mène toutes investigations   
  nécessaires dur les plaintes et dénonciations dont elle est saisie et adresse   
  un rapport contenant les mesures qu'elle propose au gouvernement;
* interpelle toute autorité ou tout détenteur d'un pouvoir de coercition, sur   
  les violations des Droits de l'Homme dans les domaines qui les concernent et   
  propose des mesures tendant à y mettre fin;
* peut procéder à des visites des établissements pénitentiaires et tout lieu de   
  garde à vue, après autorisation du procureur de la République compétent   
  qui peut y assister;
* étudie toute question relative à la protection des Droits de l'Homme.

De plus, la CNDHCI entretien des rapports avec les pouvoirs publics   
notamment le Président de la République, le Président de l'Assemblée   
Nationale, le Président du Conseil Constitutionnel, le Médiateur de la   
République, le Président du Conseil Economique et Social, le Premier Ministre,   
l'Assemblée Nationale, Le Ministre en charge des Droits de l'Homme et tout le   
gouvernement.

A-2-3- **COMPOSITION**

La CNDHCI est composée de membres avec voix délibérative et de   
membres avec voix consultative. Elle comprend des élus, des représentants de la   
société civile, du gouvernement ainsi que des personnalités reconnues pour leur   
compétence dans le domaine des Droits de l'Homme. Les représentants du   
gouvernement n'ont pas voix délibérative.

La CNDHCI comprend les membres suivants:

- 4 représentants de l'Assemblée Nationale;

- 2 représentants du Conseil Economique et social;   
- 2 représentants du Médiateur de la République;

- 2 représentants du Conseil Supérieur de la Magistrature;   
- 2 représentants de l'Ordre des Avocats;

- 1 représentant par centrale syndicale;

- 4 personnalités reconnues pour leur compétence dans le domaine des

droits de l'Homme, dont au moins une femme;

- 3 personnalités du monde religieux;

- 3 représentants du monde paysan, dont au moins une femme;

- 1 représentant de chaque partie signataire de la table-ronde dite   
 Accord de Marcoussis.

A-2-4- **ORGANISATION**

**Les organes de la** CNDHCI sont:

-L'Assemblée Générale;

-Le Bureau Exécutif;

-Le Secrétariat Général.

* **L'Assemblée Générale** est l'organe délibérant. Elle comprend tous les   
  membres de la CNDHCI.

**• Le Bureau Exécutif** comprend:

- un Président;

- un Premier Vice-président;

- un Deuxième Vice-président;

- un Secrétaire;

- un Trésorier.

Les membres du Bureau Exécutif, élus par l'Assemblée générale, sont   
nommés par décret.

Le Président de la CNDHCI est élu par l'Assemblée Générale parmi *ses*membres pour une durée de cinq (05) ans non renouvelable, à la majorité des   
suffrages exprimés.

Les autres membres du bureau sont élus pour une durée d'un an au   
scrutin uninominal majoritaire à un tour.

* **Le Secrétaire Général** est chargé de l'exécution des tâches nécessaires à   
  l'administration de la CNDHCI. Il est dirigé par un Secrétaire Général   
  nommé par décret.

A-2-5- **SAISINE**

La CNDHCI peut être saisie par la victime, ou toute autre personne   
physique ou morale résident en Côte d'Ivoire et ayant intérêt à agir.

Aussi, la CNDHCI, à la demande de son Président ou de l'un des   
membres, peut se saisir d'office des cas de violations des Droits de l'Homme.

**A-2-6- LES ACTIVITES**

La CNDHCI mène des activités classiques de défense et de protection   
des Droits de l'Homme.

L'une des activités majeure de la CNDHCI est incontestablement   
l'assistance qu'elle accorde chaque jour aux différentes victimes des violations des Droits de l'Homme, sans aucune discrimination.

La CNDHCI procède à la visite des établissements pénitentiaires et des   
lieux de garde à vue. *C'est* le cas des visites menées le 21 août 2008   
au commissariat du 16ème arrondissement de Yopougon, dans le district d'Abidjan, au centre de détention des mineurs du département de Dabou et le 10 décembre 2009, à la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan).

La CNDHCI initie des missions d'enquêtes sur les violations graves des   
Droits de l'Homme, *C'est* le cas des visites menées à Biabou, Ahoué,   
au Zoo d'Abidjan, à Marahui, dans le département de Bondoukou du   
12 au 14 septembre 2008; à Agbagbou, dans le commune de Port- Bouet le 23 septembre 2008.

Le 29 août 2008, la commission, a entrepris une tournée sur les différents sites de déversement des déchets toxiques et échangé avec les victimes, pour en établir un rapport.

Le 11 septembre 2008, suite à des affrontements entre les populations Koulongo et Lobi du village de Marahui (Sous-préfecture de Sorobango, dans le département de Bondoukou), la CNDHCI y a effectué une mission d'urgence à effet de concilier les deux parties.

Le 18 mai 2009, la Commission s'est rendue à Akoupé où les populations autochtones Akyé et les allogènes malinké s'étaient affrontées suite aux décès par arme à feu d'un jeune autochtone.

Le 03 décembre 2009, elle a participé, à Genève, à la 6ème session de   
l'Examen Périodique Universel (EPU) auquel la Côte d'Ivoire était soumise.

Du 13 au 19 décembre 2009, la CNDHCI a entrepris une tournée de   
sensibilisation et d'information dans les villes de Yamoussoukro, Bouaké, Katiola, Korhogo, Ferkessédougou, Sakassou et Béoumi. A travers cette activité, la Commission entendait faire la promotion des Droits de l'Homme, recueillir les préoccupations des populations de ces villes auxquelles elle n'avait jamais encore accédé et qui, à l'exception de Yamoussoukro, se trouvaient en zone sous contrôle des   
Forces Nouvelles.

En outre, Monsieur KOKORA François N'Goli, en sa qualité de représentant du Médiateur de la République et Vice-Président de la CNDHCI a effectué deux missions à l'extérieur:

* La première a porté sur un atelier des migrants au sein de la   
  CEDEAO à Dakar du 01 au 04 octobre 2010 ;
* La seconde sur la protection des minorités et violations des   
  Droits des Individus, à Banjul (Gambie) du 23 au 25 juin 2011.

Aux termes de la Décision précitée n°2005-08/PR du 15 juillet 2005 qui à force de loi, il est précisé, en son article 4, que la Commission Nationale des Droits de l'Homme de Côte d'Ivoire produit un rapport annuel sur l'état des Droits de l'Homme en Côte d'Ivoire.

Ce rapport annuel doit être remis au Président de la République et aux   
différentes Autorités qui sont:

* le Président de l'Assemblée National;
* le Président du Conseil Constitutionnel;
* le Médiateur de la République;
* le Président du Conseil Economique et Social;
* le Premier Ministre;
* l'Assemblée Nationale;
* le Ministre en charge des Droits de l'Homme;
* et tout le gouvernement.
* Ce rapport doit être rendu public par les soins de la CNDHCI. La première   
  édition du rapport annuel pour l'année 2008 a été publiée le lundi 29 juin 2009 au Palais du conseil Economique et Social.
* Le rapport annuel 2009, a également été présenté au même lieu le mardi   
  01 juin 2010.
* Quant au rapport 2010, il est en cours d'édition et sera publié bientôt.

La CNDHCI a néanmoins produit plusieurs déclarations, huit au total,   
avant, pendant et après les élections où elle soulignait l'impérieuse nécessité   
de préserver la paix sociale par le rejet de toutes formes de violences, le   
respect des résultats issus des urnes et l'exigence pour chaque camp d'un respect scrupuleux des Droits de l'Homme.

Le Médiateur KOKORA François N'Goli

Le Secrétaire Général NENEBI Jules

*Commissaires Nationaux des Droits de l’Homme*

**A-3 – les messages du Médiateur de la République dans le cadre de la crise socio politique en Côte d’Ivoire.**

**A-3-1-APPEL DU MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE**

A L’OCCASION DU DEUXIEME TOUR DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN COTE D’IVOIRE

DU 28 NOVEMBRE 2010

Ivoiriennes,   
Ivoiriens,

Chers amis de la Côte d'Ivoire

,

Contraint de garder le lit pour raisons de santé, j'ai demandé au Médiateur Délégué des lagunes, Monsieur Jean Konan PAUQUOUD, de vous délivrer, le message suivant:

Après le premier tour du scrutin présidentiel qui s'est déroulé le 31 octobre dernier sans aucun incident majeur, ce dont je tiens à féliciter tous les acteurs, nous voici à l'ultime étape de ce scrutin sous la forme d'un deuxième et dernier tour. A   
l'évidence, l'importance de l'enjeu de ce dernier tour est telle qu'elle fait naître et raviver des tensions qui depuis quelques jours, obscurcissent   
l'horizon.

Or il est nécessaire que l'horizon s'éclaircisse pour nous permettre de voir le bout du tunnel d'où nous sommes entrain de sortir par la grâce de Dieu.

Dans cette perspective, permettez-moi de m'adresser aux acteurs politiques ainsi qu'à leurs partisans, aux organisateurs du scrutin, aux professionnels de la presse et au peuple de Côte d'Ivoire pour leur demander de se faire une grande idée de notre pays comme Houphouet-Boigny et ses compagnons ont fait toute leur vie. Dans le même ordre d'idées, pour la survie et l'intérêt supérieur de la Côte d'Ivoire, ce pays que nous aimons tant, il importe que nous mettions tout en œuvre pour   
sauvegarder la cohésion sociale et la paix entre toutes les composantes de la société ivoirienne. A cet égard, il faut se convaincre qu'aucun effort ni   
sacrifice ne doit être ménagé en vue d'atteindre l'objectif visé, à savoir remettre la Côte d'Ivoire sur le chemin du travail, du développement et du progrès pour le bien-être de ses populations qui aspirent tant au bonheur.

Chaque acte que l'homme pose est un épisode de l'histoire de sa propre vie mais également de l'histoire de son pays. Faisons donc en. Sorte que ces actes ne soient pas des facteurs de nuisance pour notre propre vie ni celle de notre pays.

Ivoiriennes, Ivoiriens, chers amis de la Côte d'Ivoire, si nous savons être responsables et conscients de l'avenir de notre pays qui revient de   
loin, il n'y a aucune raison que le deuxième tour de l'élection présidentielle de dimanche prochain ne ressemble pas au premier tour, c'est-à dire   
historique à tous points de vue avec notamment un taux de participation record, un second tour Qualificatif. Le peuple de Côte d'Ivoire ne veut plus de violences, n veut vivre dans la paix. Contribuons·· tous à l'atteinte de cet objectif. Aux candidats du   
deuxième tour, je souhaite bonne chance et dis que le meilleur gagne.

Merci pour votre aimable attention.

Fait à Abidjan, le 26 Novembre 2010

Mathieu EKRA

Médiateur de la République de Côte d'Ivoire



AU PLAN INTERNATIONAL

Le Médiateur de la République ou ses collaborateur ont participé à de nombreuses rencontres internationales portant sur :

1. Les congrès de l’AOMF du 11 au 13 décembre 2007 à Bamako au Mali et du 07 au 09 septembre 2009 à Québec (Canada)
2. Le colloque International organisé du 04 au 06 décembre 2007 à Porto-Novo par l’Organe Présidentiel de Médiation du Bénin.
3. La formation des collaborateurs des Médiateurs à Bamako au Mali du 12 au 13 décembre 2007
4. La 2ème Assemblées générale de l’AOMA du 08 au 11 avril 2008 à Tripoli (Lybie)
5. Le 3ème Forum Mondial des Droits de l’Homme à Nantes (En France) du 30 juin au 03 juillet 2008
6. La Formation des collaborateurs des Médiateurs à Rabat au Maroc

* Du mai 2008
* Du 17 au 18 novembre 2008
* Du mai 2009
* Du novembre 2009
* Du mai 2010
* Du novembre 2010

1. Les Rencontres des Médiateurs des 8 pays membres de l’UEMOA à Ouagadougou (Burkina Faso) du 11 au 12 février 2008

* Du 28 au 30 octobre 2008 et du 27 au 28 octobre 2009.

1. La Réunion du Conseil d’Administration de l’AOMF à Rabat (Maroc) du 17 au 18 novembre 2008

**B-ESPACE AOMF**

**B-1 cinquième Congrès de l’AOMF**

Du 11 au 13 Décembre 2007 s'est tenu à BAMAKO, le cinquième   
congrès de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie   
(AOMF), sur le thème: « LE MEDIATEUR, GARANT DE L'EQUILIBRE   
ENTRE DROITS COLLECTIFS ET DROITS INDIVIDUELS »

Il avait également à son ordre du jour deux sous thèmes concernant les droits des enfants et les lieux d'enferment.

Dans le cadre de ce cinquième congrès de l'AOMF, les collaborateurs   
des Médiateurs au nombre de 43 ont suivi un séminaire de formation sur le   
thème de la bonne gouvernance, la méthodologie de réalisation d'un   
rapport annuel et d'une stratégie de communication.

La délégation ivoirienne à ce congrès était composée de:

• Mr. LAMINE OUATTARA, Médiateur du ZANZAN, assurant la   
Suppléance du Médiateur du Médiateur de la République et Chef de   
Délégation ;

• Mr. Jules NENEBI, Secrétaire Général du Médiateur de la   
République ;

*•* Mr.BEN ZAHOUI DEBOU, Conseiller en Communication du   
Médiateur de la République ;

*•* Mr*.* KLA KONAN, Chef de Cabinet du Médiateur de la Région des   
Lagunes 1.

A l'occasion de cette importante rencontre la délégation de Côte   
d'Ivoire a fait une contribution de taille sur le thème central et le sous thème   
« droits des enfants », présentée par le Médiateur du Zanzan représentant du   
Médiateur de la République de Côte d'Ivoire (cf. Annexes).

En plus de sa contribution sur le thème central, Monsieur LAMINE   
OUATTARA, Médiateur suppléant a livré à ses pairs les principales conclusions de la réunion de concertation des Médiateurs de la Région Afrique de l'Ouest Francophone qui s'est tenue les 29 et 30 Octobre 2007 à Abidjan qui ont permis aux congressistes de conclure que les enfants ont réellement des droits qu'il faut respecter et promouvoir.

Le représentant du Médiateur de la Côte d'Ivoire, a transmis copie de   
sa contribution à l'ensemble des congressistes.

Monsieur BEN ZAHOUI DEBOU, Conseiller en Communication du   
Médiateur de la République et Monsieur KLA KONAN, Chef de Cabinet de la   
Région des Lagunes, ont participé à un séminaire de formation. Le thème   
introductif de ce séminaire de formation « **Bonne Gouvernance et Bonnes**Pratiques » a été présenté par Mr GERARD FELLOUS, Expert de la   
Francophonie.

Ce séminaire a été sanctionné par une photo de famille des   
collaborateurs des Médiateurs.

Enfin, il faut signaler que Monsieur LAMINE OUATTARA)   
représentant le Médiateur de la République de Côte d'Ivoire et Monsieur Jules NENEBI, Secrétaire Général ont assisté à la 12ème Edition de l'espace   
d'interpellation démocratique (EID) en République du Mali le 10 Décembre   
2007.

Le cinquième Congrès a pris fin le Jeudi 13 Décembre, après le   
discours de clôture prononcé par Monsieur MAHARAF A TRAORE, Garde des sceaux, Ministre de la Justice du Mali, représentant le Chef d'Etat Malien.

L'AOMF prend un nouveau départ à partir de ce 5ème congrès qui a   
permis aux Médiateurs / Ombudsmans et à leurs collaborateurs d'avoir une   
vision nouvelle face aux défis que représente la formation du personnel des   
Institutions des Médiations (Cf la signature de la convention entre l'association et le WALI AL MADHALIM du Maroc). L'intensification de la coopération entre les Institutions de Médiation, la volonté d'installer la Médiation institutionnelle au centre de la bonne gouvernance et de la démocratie, de l'état de droit (promotion et défense des droits humains) ont été au centre des débats au cours de ce 5ème congrès de l'AOMF.

**B-B- LA REUNION DU CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’AOMF**

**CONSEIL D’ADMINISTRATION DE L’ASSOCIATION DES OMBUDSMANS ET MEDIATEURS DE LA FRANCOPHONIE**

**(A O M F)**

**Rabat (Maroc) : 17 – 18 novembre 2008**

Les 17 et 18 novembre 2008, s'est tenue à Rabat au Maroc, la réunion du Conseil d'Administration de l'Association des Ombudsmans et Médiateurs de la Francophonie (AOMF).

Ont Participé à cette rencontre :

1°) MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION:

* Monsieur' Bernard RICHARD, ombudsman du Nouveau-Brunswick   
  (Canada), Président
* Monsieur Frédéric BOVESSE, Médiateur de la Région Wallonne (Belgique), Premier Vice-Président
* Monsieur MOOULAY Mhamed IRAKI, Wali al-Madhalim du Royaume du   
  Maroc, deuxième Vice-Président

• Monsieur Doudou N'Dm, Médiateur de la République du Sénégal, trésorier

* Monsieur Jean-Paul DELEVOYE, Médiateur de la République française, Secrétaire Général.

*Au titre de l'Afrique*

* Monsieur Hilaire MOUNTHAUL T, Médiateur de la République du Congo
* Monsieur Lamine OUATTARA, Médiateur du Zanzan, représentant Monsieur Mathieu EKRA, Médiateur de la République de Côte d'Ivoire

*Au titre de l'Amérique Antilles*

* Madame Raymonde SAINT-GERMAIN, Protectrice du citoyen du Québec (Canada)

*Au titre de l'Europe*

* Monsieur Marc FISCHBACH, Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg
* Monsieur Ixhet MEMETI, Ombudsman de l'Arym (Macédoine)

*Au titre de l'Océan indien*

• Monsieur Cédric Gustave DODIN, Ombudsman des Seychelles

2°) OBSERVATEURS :

• **Madame Fatoumata N’DIAYE DIAKITE**, Médiatrice de la République

du Mali, ancienne Présidente de l’AOMF ;

• **Madame Patricia HERDT**, Responsable de projets à l'OIF

3°) COLLABORATEURS DES MEDIATEURS :

• Bureau de l'Ombudsman du Nouveau-Brunswick (Canada)   
 **Monsieur François LEVERT**

• Bureau du Médiateur de la Région

**Wallonne Monsieur David DANNEVOYE**

•Bureau du Diwan Al Madhalim   
 **Monsieur Abdellilah FOUNTIR   
 Madame Fatima KERRICH**

• Bureau du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg

**Monsieur Serge LEGIL**

• Bureau du Médiateur de la République du Congo

**Monsieur NGOUALA David, Assistant**

**Mademoiselle TSANA Elphie Sheila, Assistante à la Communication**

•Bureau de l'Ombudsman de l'Arym (Macédoine)   
 **Madame Zaklina POP-ANGELOVA, interprète**

• Bureau du Médiateur de la République de Côte d'Ivoire

**Madame KONAN Epse ANELONE N'Guessan Clarisse, Chef de Cabinet**

• Au titre du Secrétariat permanent de l'AOMF

**Mademoiselle Lucie MARTINOT-LAGARDE**

La cérémonie solennelle d'ouverture a eu lieu au Siège du Médiateur du   
Royaume du Maroc (Wali de Diwan Al-Madhalim), par le Président de l'AOMF,   
Bernard RICHARD, de son état Ombudsman défenseur de l'enfance et de la jeunesse du Canada, qui a remercié les participants et leur a signifié combien il était honoré de présider une telle Association. Il précise que la réunion du Conseil d'Administration s'inscrit dans le cadre du suivi du Congrès de l'AOMF qui s'est tenu en Décembre 2007 à Bamako.

Le Président ajoute que les questions prioritaires de l'Association portent   
notamment sur les droits et la protection des enfants, la pauvreté et la formation des collaborateurs des Ombudsmans; Il souligne à cet égard le rôle de premier plan que joue le Wali (Médiateur du Maroc) en matière d'organisation des sessions de formation.

Ensuite il soumet aux participants qui les approuvent :

• L'Ordre du Jour et le programme des travaux (voir listes en annexe).

Précisons d'ores et déjà que l'Ordre du Jour comporte 19 points dont le 18ème est une proposition formulée par le Médiateur de la République de Côte d'Ivoire. Le contenu est indiqué en page 3.

Le Président passe ensuite le micro au Médiateur marocain pour son mot de bienvenue

Dans son allocution, le Wali Al Madhalim, deuxième Vice-Président de

l'AOMF, se félicite du renforcement des liens au sein de l'Association et du développement des activités de formation et d'échanges d'expériences.

Il a indiqué que le Maroc a présenté à la 63ème Assemblée Générale de l'ONU, qui s'est tenue cette année-même, un projet de résolution relatif au rôle des Institutions de Médiation dans le domaine de la protection et de la promotion des Droits de l'Homme. Cette résolution adoptée par la 3ème Commission sera présentée à l'Assemblée Générale de l'ONU à l'occasion du 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Commençant les travaux, le **Président Bernard** **RlCHARD**remercie chacun des membres du Bureau pour leur engagement en faveur de l'Association et leur signifie combien il est honoré de présider une telle Association. Il donne ensuite la parole à chacun des membres du Conseil d'Administration pour présenter brièvement leur Institution.

Le Médiateur **Doudou N'DIR du Sénégal**, trésorier de l'Association, se réjouit de l'esprit qui prévaut au sein des réunions et qui donne toute la mesure du rôle important de chacune des Institutions; «Le Médiateur, un outil pacifique de règlement des Conflits» ajoute-il.

**Madame DIAKITE Médiateur du Mali**, ex-Présidente de l'Association, remercie pour l'invitation à elle adressée et réaffirme son engagement à toujours œuvrer pour la promotion des idéaux de l'AOMF.

1er Vice-Président de l'Association, Médiateur de la Région du Wallon (Belgique), **Monsieur Frédéric BOVESSE**, dit sa joie d'être membre du Conseil   
d'Administration.

**Madame Raymonde SAINT-GERMAIN**, Protectrice du citoyen québécois est aussi heureuse d'être au Maroc et exprime sa volonté de promouvoir le droit du citoyen dans son rôle de conseillère auprès de l'Assemblée Nationale de son pays. Elle sera heureuse d'accueillir l'année prochaine, le Congrès de l'AOMF.

**Le Médiateur du Congo**, **Monsieur Hilaire MOUNTHAULT**, souligne qu'il est confronté à des problèmes d'ordre financier.

**Le Médiateur Lamine OUATTARA** **représentant le Médiateur Mathieu EKRA de Côte d'Ivoire**, dit que depuis juillet/août 2007, l'Institution du Médiateur de la République est dotée d'une Loi Organique. Les projets de Décret d'Application sont en cours d'approbation. Il a rappelé les propositions inscrites à l'Ordre du Jour de la part du Médiateur Mathieu EKRA, à savoir:

**1°/ PROPOSITIONS NOUVELLES**

1. *La saisine des chefs d'Etat par l'AOMF pour améliorer l'efficacité des Médiateurs et leurs relations avec les Administrations*

Le Secrétaire Général de l'Association pense que ce point pourrait être discuté au cours du Congrès de Québec.

Le Médiateur Doudou N'DIR indique qu'en ce qui le concerne, le   
problème est résolu car sur sa demande, le Président du Sénégal a, par une lettre circulaire, interpellé tous les Ministres et autres Organismes publics d'avoir à répondre diligemment aux injonctions et demandes d'avis du Médiateur de la République

*b) Le bulletin périodique d'information de l'AOMF, et la création de   
bourses d'étude pour des étudiants francophones effectuant des recherches sur la médiation institutionnelle*

Le Secrétaire Général précise que « la lettre d'information» existe depuis 2006 et en est à son IIème numéro. Elle est transmise par voie électronique aux 56 membres de l'Association.

« La lettre» pourrait être un moyen efficace de partage d'expériences, mais les membres de l'AOMF l'utilisent peu.

**2°/ RAPPEL DE PROPOSITIONS ANCIENNES**

*c) Relations des Médiateurs institutionnels avec les initiatives de   
médiation, notamment émanant des Nations Unies.*

Le Secrétaire Général propose que l'AOMF sollicite le Président DIOUF afin qu'il intervienne auprès de l'ONU à ce sujet.

1. *Proposition de l'institution d'une journée mondiale des Médiateurs et Ombudsmans*

Le Secrétaire Général explique que ce point reste à étudier. Par contre il est important que les Médiateurs et Ombudsmans renforcent leur présence sur le plan international.

Le Médiateur délégué Lamine OUATTARA a profité de son temps de parole pour apporter un démenti formel à une déclaration faite par le Médiateur du Sénégal le 06 octobre 2008 à l'occasion de la réunion du Bureau de l'AOMF qui s'est tenue à Barcelone. Cette déclaration de Monsieur N'DIR, trésorier de l'AOMF est ainsi formulée dans le compte rendu de ladite réunion:

«La région Afrique se mobilise. pour encourager l'amélioration de   
1 indépendance et des garanties des Médiateurs de Côte d'Ivoire et du Bénin … »

En effet, le Médiateur Lamine OUATTARA a affirmé haut et fort que le   
Médiateur de la République de Côte d'Ivoire ne se reconnaît pas dans les propos de Monsieur Doudou N'DIR et que ni l'indépendance, ni les garanties dues au Médiateur de Côte d'Ivoire ne souffrent d'aucune ambiguïté ni réticence de la part des Autorités Ivoiriennes (voir page 3) du Procès-verbal de la réunion de Barcelone.

Le Médiateur OUATTARA a conclu son intervention en insistant que sa mise   
au point soit consignée au procès verbal de la présente session.

Monsieur Jean-Paul DELEVOYE, Médiateur de la République française   
et Secrétaire Général de l'Association remercie le Wali pour sa disponibilité, puis fait remarquer que 2008 est l'Année du 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme et 2009 celle du 20ème anniversaire de la convention Internationale des droits de l'enfant. Il dit également combien l'Association a gagné en crédibilité ; Puis parlant de la francophonie, relève qu'il serait bon que nous arrivions à faire disparaître les barrières linguistiques

Le Médiateur du Luxembourg, Monsieur Marc FISCBBACH est honoré d'être là et de pouvoir apporter sa modeste contribution. Il apprécie l'intervention de Monsieur DELEVOYE.

Le Président de l'AOMF, Monsieur Bernard RICHARD, remercie de   
nouveau tous les participants et souligne que sous sa présidence, soient renforcés les liens avec les Médiateurs de l'espace anglophone en coopération avec l'OIF qui déjà a des contacts avec le Commonwealth.

Les détails des 18 points inscrits à l'Ordre du Jour seront contenus dans le   
Procès-verbal de la présente réunion du Conseil d'Administration.

Plusieurs de ces points ont fait objet de discussion, notamment:

\* POINT FINANCIER ET PLAN BUDGETAIRE 2009

Parlant de Point financier, nous retenons qu'au 17 novembre 2008, **13.215 euros** de cotisations ont été versées sur 17.745 attendus. Le Conseil d'Administration demande au Secrétariat et trésorier d'examiner la situation de chaque bureau de médiation au regard des obligations de cotisations, afin d'envisager la suspension de la qualité de membres ou la radiation de ceux qui accusent plusieurs années d'impayés.

Sur proposition du Premier Vice-président, Monsieur Frédéric BOVESSE, le Bureau est mandaté par le Conseil d'Administration pour soumettre des recommandations appropriées et conformes aux statuts de l'AOMF, lors du Congrès prévu au Québec en Septembre 2009.

Le Secrétaire Général félicite chaleureusement, au nom du Conseil   
d'Administration l'Ombudsman du Seychelles pour le versement le 21 août 2008 de 1010 euros sur le compte de l'AOMF (cotisation 2008 et arriérés de trois années).

Solde créditeur: 12.884,09 euros au 14 novembre 2008.

Le Plan budgétaire 2009 est adopté par consensus. (Voir en annexe)

\* DEMANDES D'ADHESION

Le paysage de la médiation s'élargissant, Le Secrétaire Général de l'AOMF, Monsieur Jean-Paul DELEVOYE, a tenu à rappeler les critères statutaires d'adhésion à l'AOMF et inviter les membres du Comité d'adhésion à s'y conformer scrupuleusement.

Le Président présente les nouvelles demandes d'adhésion adressées à   
l'AOMF :

- Le Défenseur des droits de l'Homme de la République d'Arménie

- Le Médiateur de l'Université Cheik Anta DIOP de Dakar.

Le Médiateur national du Niger, Monsieur Mamane OUMAROU,   
nouvellement nommé, a également exprimé son désir d'adhérer à l'AOMF.

Il convient de préciser ici, que Monsieur LOMPO GARBA, précédemment   
Président de la Commission des Droits de l 'Homme et faisant office de Médiateur du Niger, était membre du Comité d'Adhésion au titre de l'Afrique. Il sera remplacé à ce poste par Madame le Médiateur du Burkina-Faso; en attendant et jusqu'au prochain Congrès de l'AOMF à Québec, l'intérim est assuré par le Médiateur de la République du Congo (Brazzaville).

\* 2ème SESSION DE FORMATION DES COLLABORATEURS

Le deuxième Vice-président informe l'assistance que la 2ème session de formation des collaborateurs des médiateurs aura lieu à Rabat les 27 et 28 novembre 2008. Le thème est: «Traitement des plaintes: étude et suivi. La coordonnatrice de la session est Madame Fatima KERRICH (Diwan Al Madhalim).

Pour cette session de formation, 18 pays dont 7 de l'Afrique de I'ouest   
enverront des participants (voir en annexe : Note sur les points (5ème) de l'Ordre du Jour.

Le Président, au nom du Conseil d'Administration, remercie chaleureusement le Wali Al Madhalim et toute son équipe pour l'organisation de ces formations.

\* CREATION D'UN CENTRE DE FORMATION, D’ECHANGE

D'ETUDE ET DE RECHERCHE

Le deuxième Vice-Président propose la création d'un Centre de formation d'échanges, d'études et de recherches en matière de médiation à Rabat en vue renforcer les capacités institutionnelles des membres de l'Association des Ombudsms et Médiateurs Francophones (AOMF) et de leur permettre d'assurer convenablement leur mission avec professionnalisme et efficacité.

Madame Patricia HERDT de l'OIF recommande d'insister sur la formation   
des formateurs. Elle se félicite des bonnes relations entre l'OIF, l'AOMF et le bureau du Diwan Al Madhalim.

\* COOPERATION AVEC L'OIF

Mme HERDT souligne que le renforcement des capacités des Institutions un pilier de la coopération AOMF -OIF concernant la formation.

Le Secrétaire Général salue la qualité du dialogue avec l'OIF et   
renforcement de la crédibilité de l'AOMF. Il propose que l'Assemblée Générale Québec adopte une programmation quadriennale harmonisée avec les priorités de l'OIF afin de hiérarchiser ses activités.

Au 14ème point de l'Ordre du Jour, la séance a été suspendue pour reprendre le lendemain matin.

Un déjeuner a été offert par Son Excellence Monsieur Jean-François   
THIBAULT, Ambassadeur de France à Rabat, à la Résidence de France.

L'après-midi de ce lundi 17 novembre a été réservé à une visite au parlement marocain et une visite touristique.

Dans la soirée, un dîner officiel a été offert par le Wali Al Madhalim.

Les travaux ont repris le lendemain 18 novembre par le point relatif à :

\* CREATION D'UN SITE INTERNET ET D'UN SITE INTRANET   
 POUR L'AOMF

Le Président annonce que le principe et le financement du site sont acquis (La création du site aura lieu dès début 2009.)

\* CONGRES DE QUEBEC

- Date retenue: les 7 8 et 9 septembre 2009 ;

- Thème du Congrès: Madame Raymonde SAINT -GERMAIN, Protectrice du citoyen du Québec, en liaison avec le Bureau de l'AOMF, feront parvenir avant la fin du 1 er trimestre de l'An 2009, des propositions de thèmes à chaque bureau membres de l'AOMF.

Ainsi ont pris fin les travaux du Conseil d'Administration de l'AOMF de   
Rabat 2008.

Le Président remercie l'Assemblée, en particulier le Wali, à qui il présente sa profonde gratitude.

Fait à Abidjan, le 05 décembre 2008

ANELONE Clarisse Lamine OUATTARA   
Chef de Cabinet Représentant le Médiateur de la République   
*Rapporteur Chef de délégation*

**C-ESPACE UEMOA**

**C-1-- Le colloque International organisé du 04 au 06 décembre 2007 à Porto-Novo par l’Organe Présidentiel de Médiation du Bénin.**

A L'initiative de l'O.P.M. (Organe Présidentiel de Médiation) de   
la République du Benin, s'est tenue à Porto Novo au Bénin, les 4, 5, 6 décembre   
2007 un colloque international ayant pour thème:

*«Le rôle et. la fonction du Médiateur au service d'une nation*

*émergeante dans une Afrique réconciliée* » .

La délégation Ivoirienne à cette réunion était conduite par Je Médiateur   
de la Région des Lagunes l, Monsieur François KOKORA N'GOLI et   
comprenait Madame TAPPA Pulchérie, Chef du Cabinet du Médiateur de la   
Région des Lagunes II et Monsieur Victor EKRA Conseiller Spécial du   
Médiateur de la République.

L'ouverture de la cérémonie, a eu heu le Mardi 4 Décembre 2007 à   
Il h à la Maison Internationale de la Culture de Porto-Novo, soua haute   
présidence de son Excellence le Président de la République, Monsieur Y A YI   
BONI, Chef de l'Etat et de plusieurs personnalités politiques, administratives,   
de la société civile, des Chefs religieux, des Chefs traditionnels, des Médiateurs   
de l'espace francophone ayant fait le déplacement et de leurs collaborateurs.

Etaient présents à cette cérémonie, les Ambassadeurs accrédités au   
Bénin et les représentants de certains pays, notamment le Danemark, les Pays-   
Bas, la Belgique, la Hollande, la Suisse, la France, le Luxembourg, le Canada.

L'ouverture de ce colloque a été ponctuée par 4 allocutions.

Dans son mot de bienvenue, le Médiateur **TEVOEDJERE** a rendu un   
vibrant hommage à ses invités sans oublier le Doyen Mathieu EKRA Médiateur   
de la République de Côte d'Ivoire, absent pour raison de santé.

Il a mis l'accent sur l'importance de la Médiation en Afrique et le bien   
fondé des services qu'elle procure à tous les citoyens.

Dans son message, son Excellence l'Ambassadeur du Royaume de   
Danemark a souligné que l'Ombudsman est une Institution respectée et   
incontournable dans l~ bon fonctionnement de l'administration danoise. Il a   
réitère le soutien et l'appui du Danemark à la mise en place d'une Institution   
capable d'assurer la confiance des citoyens et d'assurer la bonne gouvernance et   
les droits fondamentaux de l'homme.

Ensuite, Madame le Médiateur du Mali, Madame DIAKITE Fatoumata   
N'Diaye, Présidente de l'AOMF a d'abord remercié les autorités de la   
République du Bénin et relevé le rôle de l' AOMF qui est de promouvoir   
l'Institution de l'Ombudsman et a encouragé la création dans tous les pays.

Selon elle, la création de l'Institution doit être prévue dans la   
constitution ou être créée par une loi.

Elle a sollicité l'attention du Président Béninois afin de sensibiliser   
ses pairs francophones qui n'ont pas encore de Médiateurs et a souhaité qu'ils   
mettent les moyens matériels, financiers et humains, nécessaires à la disposition   
de certaines Institutions créées.

Enfin, dans son discours d'ouverture, Monsieur le Président du Bénin   
a salué chaleureusement le Médiateur TEVOEDJERE et ses hôtes. Il leur a   
adressé ses encouragements pour l'initiative de ce colloque, et leur a manifesté   
son soutien total pour faire de la Médiation une Institution légale et   
constitutionnelle afin de protéger les citoyens des abus d'une administration   
parfois tentée par l'omnipotence

En marge de ce colloque les Médiateurs se sont rendus sur le plateau de   
la Radio Télévision Béninoise (RTB) pour une table ronde fort enrichissante.

Au cours du colloque, le Médiateur KOKORA a accordé deux   
interviews à la Radio Néerlandaise et à TV2 locale.

Le mot de remerciements, de la clôture du colloque est revenu au   
Médiateur François KOKORA N'Goli qui a prodigué de sages conseils à ses   
pairs, et a adressé en des termes très choisis des remerciements au Chef de J'Etat   
Béninois, au Ministre chargé des Institutions, à tous les conférenciers, aux   
participants et au peuple Béninois qui a su réserver un accueil très fraternel aux   
différentes délégations.

Chaque participant au colloque a reçu un présent à la clôture en guise   
de souvenir.

Nous avons été impressionnés par la coopération de l'OPM du Bénin.   
avec des partenaires étrangers, ce qui leur a permis d'organiser ce colloque en   
toute quiétude.

Notons que l'aménagement et la réfection des bureaux de l'OPM ont   
été réalisés grâce à l'appui du Danemark.

D'éminentes personnalités du monde politique, religieux et de   
l'intelligentsia Béninoise ont exposé à ce colloque et tous ont mis l'accent sur   
les mérites de la médiation dans le règlement des litiges et ont plaidé pour la   
nécessité d'exiger par une loi la structure actuelle de l'O.P.M. en Institution   
Indépendante.

Tous ces exposés sont repris dans leur intégralité dans le rapport- final   
du colloque qui est ci-joint.

TAPPA PULCHERIE

**C-2-LES RENCONTRES DES MEDIATEURS DES 8 PAYS MEMBRES DE L’UEMOA A OUAGADOUGOU (BURKINA FASO) DU 11 AU 12 FEVRIER 2008**

**1ERE REUNION DU GENRE** **DU 11 AU 12 FEVRIER 2008 A OUAGADOUGOU AU BURKINA FASO.**

A l’invitation de leur collègue du Faso, Madame Amina OUEDRAOGO, les Médiateurs des Etats membres de l’Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont tenu leur première réunion du genre du 11 au 12 Février 2008 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Etaient présents, les Médiateurs ou leurs représentants :

* **du Bénin**  : M. Albert TEVOEDJRE
* **du Faso**  : Mme Amina OUEDRAOGO ;
* **de Côte d’Ivoire**  : M. François N’Goli KOKORA (Médiateur de la Région

des Lagunes, Chef de délégation comprenant le

Conseiller Spécial, M. Henri GOBA) ;

* **du Mali**  : Mme Fatoumata DIAKITE N’DIAYE ;

- **du Niger** : M. Lompo GARBA (Président de la

Commission Nationale des Droits de l’Homme et des Libertés Fondamentales) ;

* **du Sénégal**  : M. Doudou N’DIR.

Le thème général de cette rencontre était : **‘‘Rôle des Médiateurs dans l’amélioration du service public : Expérience des Institutions de médiation des pays de l’espace UEMOA’’**.

La cérémonie inaugurale présidée par le Chef de l’Etat du Faso, le Président Blaise COMPAORE en présence des hauts dignitaires du pays, a eu lieu dans l’imposant auditorium du Siège de l’UEMOA qui a appuyé les organisateurs de son précieux soutien.

Trois allocutions ont été prononcées successivement par Madame le Médiateur du Faso, le Président de la Commission de l’UEMOA, M. Soumaïla CISSE et le Président du Faso qui a déclaré l’ouverture des travaux.

Au cours de la séance plénière qui a suivi, à l’Hôtel de l’Indépendance, lieu des travaux, le Professeur Luc Marius IBRIGA a prononcé une conférence introductive axée sur le thème de la réunion.

Puis, les Médiateurs ou leurs représentants ont présenté leurs expériences en matière de contribution à l’amélioration du Service Public dans leurs pays respectifs.

L’après-midi a été consacré à l’audition de l’exposé de M. Seydou BOUDA, Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l’Etat du Burkina Faso, sur l’expérience burkinabée des politiques d’amélioration des performances des services publics.

La journée du 12 Février a commencé par la communication du Professeur Jacques Mariel NZOUANKEU, Secrétaire permanent de l’Observatoire des Fonctions Publiques Africaines (OFPA) sur la **‘‘Déclaration des droits des citoyens dans leurs rapports avec l’administration et les services publics dans les Etats africains francophones’’**.

Cette communication a été suivie par l’exposé de M. Amadou DIENG, Directeur de la concurrence à la Commission de l’UEMOA, sur les mécanismes de médiation au sein de l’Union.

Au terme de leurs travaux, les Médiateurs ou leurs Représentants ont convenu :

* d’institutionnaliser la réunion ;
* d’œuvrer à la mise en place d’un réseau des Médiateurs de l’espace UEMOA ;
* de formaliser la coopération entre Institutions de médiation à travers l’harmonisation de leurs outils et méthodes de travail, des actions communes de formation de leurs personnels.
* d’utiliser des normes communautaires comme fondement de la résolution des conflits entre les citoyens et leurs administrations nationales ainsi que la Déclaration des droits des citoyens dans leurs rapports avec l’administration et les services publics, comme document de travail.

Enfin, les Médiateurs ou leurs représentants se sont particulièrement réjouis du soutien promis par le Président du Faso et l’engagement de la Commission à appuyer le projet de mise en place d’un réseau des Institutions de médiation de l’UEMOA.

En conclusion, deux recommandations ont été prises pour étayer les idées retenues.

C’est à Madame le Médiateur du Faso qu’est revenue la responsabilité d’assurer la coordination de l’étude et de proposer un avant-projet de statuts et de règlement intérieur en vue de la formalisation de la structure envisagée.

Il convient d’ajouter que la délégation ivoirienne a pris une part active aux travaux, notamment par le Médiateur de la Région des Lagunes, Monsieur François N’Goli KOKORA qui en était le Chef. En effet, le Médiateur KOKORA a servi de modérateur lors de l’exposé du Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme de l’Etat burkinabé et a été le porte-parole des Médiateurs lors de l’audience accordée par le Président Blaise COMPAORE et du dîner de gala offert par la Commission de l’UEMOA, dans le cadre somptueux de l’Hôtel Libya.

Accessoirement, les Médiateurs ont évoqué la prochaine Assemblée Générale Ordinaire de l’Association des Ombudsmän et Médiateurs Africains (AOMA), prévue du 07 au 11 Avril 2008 à Tripoli, en Libye.

A ce propos, le Médiateur de la République du Sénégal, Responsable de la Région Ouest Africaine, chargé de faire la synthèse des contributions de sa zone, au thème de la réunion, a informé ses collègues que seule la Côte d’Ivoire lui a fait parvenir la sienne. Il a donc saisi l’occasion pour exhorter les Médiateurs retardataires à lui adresser rapidement leurs réflexions sur le sujet, afin de lui permettre de produire le document demandé en vue de sa communication au Secrétariat Exécutif de l’AOMA.

*Fait à Abidjan, le 15 Février 2008*

Le Conseiller Spécial Le Médiateur des Lagunes

Rapporteur Chef de Délégation

**Henri GOBA François N’Goli KOKORA**

**D- LE 3ème FORUM MONDIAL DES DROITS DE L'HOMME A NANTES (FRANCE)**

DU 30 JUIN AU 03 JUILLET 2008.

Sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO), en association avec la mairie de Nantes et avec l'appui du Conseil Général de Loire-Atlantique et du Conseil Régional des Pays de Loire, s'est tenu le,"e forum mondial des Droits de l'Homme.

Placé sous le signe de la commémoration de la 60e édition de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme adoptée le 10 décembre 1948, cet important symposium s'est tenu du 30 juin au 03 juillet 2008.

Le thème principal de cette rencontre était « DES PRINCIPES UNIVERSELS A L'ACTION LOCALE »,

L'Institution du Médiateur de la République était représentée à ce Ille forum mondial par messieurs KOKORA François N'Goli, Médiateur de la région des lagunes 1 et NENEBI Jules, Secrétaire Général.

Les travaux du Ille forum mondial des Droits de l'Homme ont débuté le mardi 1er juillet 2008 par une grandiose cérémonie d'ouverture présidée par le Député-maire de Nantes, monsieur Jean-marc AYRAULT, qui a délivré un message de bienvenue aux congressistes.

Il a été suivi par les orateurs suivants, qui ont prononcé d'importants discours à cette séance plénière:

* modérateur: Paul Sérgio Pinheiro, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur les Droits de l'Homme en Birmanie;
* Samir Amin, invité de l'Institut d'études avancées nord-sud de

Nantes;

- Lucie Lamarche, professeur titulaire, chaire Gordon F. Henderson en droits de la personne;

- Vilit Muntharbhorn, professeur, ainsi rapporteur spécial des Nations

Unies sur la vente des enfants ... , Université de Chula de Bangkok;

- Rajagopal P. V., leader du mouvement des sans terre Ekta Parlshad, Inde;

- Michael Sutchiffe, city manager of Durban, Afrique du Sud.

Ces éminentes sommités scientifiques sont intervenues sur le thème des « DROITS DE L'HOMME, ENTRE GLOBALISATION ECONOMIQUE ET SOLIDARITE INTERNATIONALE »

En résumé, ces intervenants ont planché sur le "développement durable" ou le "co-développement" qui peuvent donner naissance à de véritables dynamiques structurées par le droit, au service de l'humanité entière.

Après la séance d'ouverture, la suite des travaux s'est traduite sous forme de tables rondes, ce mardi 1er juillet 2008.

Les thèmes abordés, tout aussi importants les uns que les autres, sont les suivants:

Sanctions économiques, boycottes politiques et sportifs, campagnes d'opinion et droits de l'Homme: condamner ? Convaincre ?

- La protection des défenseurs des droits de

l'Homme: comment la solidarité peut-elle s'exercer?

- Les droits de l'Enfant, les situations nord-sud.

- Les opérations internationales de maintien de la paix et le droit humanitaire

- Droit à l'alimentation, souveraineté alimentaire et

développement.

- Du local au global: l'action non-violente stratégique.

- Mémoire concrète de la traite négrière et constitution d'un avenir multiculturel et solidaire.

- Les enjeux du droit à la terre.

- Technologies d'information et de communication et droits de l'Homme en Europe et dans le monde.

- Droit de l'Homme, modèles politiques et pays arabes.

- Entreprises et droits de l'Homme.

- Orientations sexuelles et droits de l'Homme: quel soutien des associations?

- Vers un traité pour le commerce des articles.

- Violation des droits des femmes: le témoignage est-il un combat ? Utile ? nécessaire ?

Le mercredi 2 juillet, le thème central qui a fait des échanges était le suivant: « QU'ELLE EUROPE POUR LES DROITS DE L'HOMME ? QUELS DROITS DE L'HOMME POUR L'HOMME ? ».

Ce thème exposé en plénière a été enrichi par les sous-thèmes suivants:

1- Les droits de l'Homme en Europe.

2- L'Europe des droits de l'Homme dans le monde.

3- L'Europe solidaire dans le monde.

Les tables-rondes de ce jour ont porté sur les préoccupations ci-après:

- L'Europe face aux dérives sécuritaires de la lutte contre le terrorisme;

- Diplomatie européenne des droits de l'Homme;

- Les droits économiques, sociaux et culturels enfin justiciables/opposables en Europe et dans le monde;

- Politique extérieure de l'Europe et respect des droits de l'Homme;

- Les accords de partenariat économique (APE) : entre régulation commerciale et droit au développement;

- Tests et entretiens pour l'obtention de la citoyenneté dans l'espace européen: outils d'intégration instruments de discrimination?

- Migration, Europe et droits de l'Homme;   
- Europe, diversité culturelle et multiculturalisme ;

- La garantie des droits de l'homme dans le procès pénal en Europe;

- Rôle des institutions européennes dans la promotion des droits de l'Homme en Europe et à travers le monde;

- Europe et droit d'asile;

- Quel rôle pour l'Europe pour le renforcement de la justice pénale internationale?



SIXIEME PARTIE

**RECOMMANDATIONS ET PERSPECTIVES**



RECOMMANDATIONS

Les recommandations au terme de ce 2ème rapport bilan portant essentiellement sur l’urgence de l’adoption très rapide des projets de décrets portant application de la loi n° 2007-540 relative aux attribution à l’organisation et au Fonctionnement du Médiateur de la République.

Ces projets de décrets une fois adopté donneront des coudés plus franches au Médiateur de la République qui pourra disposer d’un outil de travail plus performant et des coudés plus franches dans le traitement des dossiers. Il pourra doter l’Institution d’un personnel qualifié, d’une structure déconcentrée, plus souple et un budget conséquent lui permettant d’avoir les moyens de son action.

Dans l’urgence de ses besoins, se place en première ligne :

* Le service de communication et de relation publique dont le but en tout premier lieu doit être d’informer le grand public et de sensibiliser les citoyens sur le rôle du Médiateur de la République.
* Dans la perspective de la création des Délégations Régionales des Médiateurs Délégués, il faut de toute urgence établir un réseau de communication informatisé et un traitement des dossiers de réclamation par un logiciel approprié avec les Délégations Régionales. Ces exigences d’un outil informatique performant nécessiteront la mise en place d’un service informatique également.
* La présentation des rapports annuels au Président de la République et au Président de l’Assemblée Nationale, devra être l’occasion de Médiatiser l’Institution et d’informer le public sur les actions que mènent le Médiateur de la République.



PERSPECTIVES

L’Institution du Médiateur de la République offre une grande perspective de règlement des conflits. Après la crise post-électorale la mise en place d’une institution dynamique du Médiateur de la République sera le gage pour résorber toutes les blessures et réconcilier les Ivoiriens par le mécanisme de règlement des conflits nés de la longue crise qu’a connu notre pays.

Il s’agira en conséquence, pour le Médiateur de la République, au cours des mois et des années à venir, de relever tous les défis en mettant en œuvre un plan stratégique à trois volets :

1 – bâtir un plan de communication lui permettant d’informer la population sur ces compétences, leurs limites et ses moyens d’actions.

2 – mettre en place des structures de proximités permettant de panser les plaies et blessure, guérir les traumatismes nés de la guerre et régler les nombreux conflits latents.

1. – promouvoir et défendre la démocratie et l’Etat de droit par la protection des droits de la population contre les abus, erreurs, négligences et injustices de la puissance publique.

B-1- la stratégie de communication du Médiateur de la République

Pour assurer une meilleure connaissance des services qu’il fournit tout en garantissant leur accessibilité et être davantage à l’écoute des citoyens, le Médiateur de la République entend mettre en œuvre une stratégie de communication articulée autour de la typologie suivante :

* Une Communication Interpersonnelle ou Directe
* Une Communication Administrative et Institutionnelle
* Une Communication Médiatisée.

Bien sûr, cette typologie peut paraître assez arbitraire, mais présente un caractère pratique pour les besoins de l’analyse.

B-1-1 – La Communication Interpersonnelle ou Directe

Elle est basée sur le contact direct comme modalité particulière d'échange avec les usagers, tout comme avec l'administration mise en cause dans la réclamation.

Une partie importante de la population étant analphabète, de nombreux réclamants peuvent se rendre directement au siège de l'Institution dont l'accès est ouvert à toute personne physique ou morale qui estime, à l'occasion d'une affaire la concernant, qu'une administration ou un organisme public n'a pas fonctionné conformément à la mission de service public qu'il doit assurer.

Il sera mis en place un agent chargé de l'accueil au siège, tenu d'accueillir avec politesse et amabilité toute personne qui désire recourir aux services du Médiateur de la République. Il écoutera les problèmes exposés et aidera le réclamant qui le désire à formuler sa réclamation, ou le cas échéant, à l'orienter vers les structures les mieux placées pour régler son problème. Il sera établi à cet effet un   
formulaire type de réclamation.

Au niveau des régions à l'intérieur du pays, des délégations régionales seront ouvertes pour rapprocher l'Institution des populations. Ces délégations régionales, accueilleront les usagers, leur donneront des informations en langues nationales si nécessaire sur l'institution, les aideront à formuler les réclamations ou les orienteront.

Cette forme de communication, bien que d'une grande utilité, est précaire et très limitée dans sa portée sans toutefois devoir être négligée. **Il** sera tenu des statistiques sur l'ensemble des usagers accueillis par l'Institution.

Cette forme de communication vise à informer les citoyens et l'administration sur l'Institution mais aussi à mettre en valeur son action.

B-1-2 - La Communication Administrative et Institutionnelle

Cette forme de communication vise à informer les citoyens et l’administration sur l’Institution mais aussi à mettre en valeur son action.

Les moyens et les messages sont définis par l’Institution elle-même. C’est ainsi qu’ont été confectionnés et diffusés des dépliants et une bande publicitaire à la télévision nationale.

* Les dépliants reproduisent des informations à caractère didactique sur la mission de l’Institution, le statut et les pouvoirs du Médiateur de la République, le mode de saisine, les conditions de recevabilité d’une réclamation, le domaine de compétence, etc. Ils sont diffusés auprès des cibles identifiées par le Médiateur de la République et également remis aux usagers au cours des entretiens.
* La bande publicitaire montre le Médiateur et ses collaborateurs au travail et invite les populations à le saisir pour tous les litiges avec les services administratifs.

- En collaboration avec un groupe dramatique constitué d'artistes connus et très populaire, **il** conviendra de confectionner des sketches pour véhiculer des messages ayant pour objet de mieux f aire connaître la mission de l'institution notamment la contribution qu'elle peut apporter à l'instauration de plus de transparence dans l'action de l'administration ou obtenir l'exécution de décisions de justice.

B-1-3- La Communication Médiatisée

Elle peut être utilisée de manière ponctuelle, comme par exemple à l'occasion de la remise du rapport annuel. Il peut alors être fait recours au média en vue d'amplifier les messages et d'avoir une plus grande audience. Cette forme de communication permet d'atteindre les segments de public couverts par les deux premières formes. Cependant, il est reconnu que le recours au média peut avoir des effets positifs ou pervers car les média peuvent autant favoriser et simplifier les échanges tout comme ils peuvent les compromettre et même y faire obstacle. C'est pourquoi il faut les utiliser avec beaucoup de mesure et de prudence. Ainsi, le Médiateur de la République peut procéder:

* à la conception d'un dîner de presse à l'intention des journalistes;
* à l'organisation d'un séminaire d'information à l'intention des journalistes ;
* de l'organisation de journées portes ouvertes ;
* à l'organisation d'une conférence de presse sur le rapport d'activité et sur des thèmes plus généraux concernant le Médiateur de la République;
* à des interviews accordées à la radio et à la télévision;
* au parrainage et à l'organisation de conférences, séminaires et manifestations;
* à l'organisation de séances de restitution du rapport d'activité auprès des administrations, de la société civile et des partenaires au développement. Ces séances pourront être couvertes   
  par la presse publique et privée;
* à la diffusion de sketches à la radio et à la télévision;
* à l'animation d'un magasine radio" droits et devoirs du citoyen" ;
* à la réalisation d'un publi-reportage sur l'Institution.

B-2- la mise en place des structures de proximité

La crise que connaît la Côte d’Ivoire depuis quelques années, a mis en lumière le fossé que s’est petit à petit creusé entre les citoyens et les Institution du pays. De plus en plus, els citoyens réclament une "bonne administration", une administration efficace, mais aussi plus transparente, renouer les liens parfois rompus entre le citoyen et l’administration que le peuple a approuvé lors du référendum de 2000, le principe d’instituer un Médiateur de la République impartial et indépendant pour l’ensemble du pays.

Le rôle du Médiateur de la République est essentiellement d’améliorer les rapports entre la population et les services publics d’une part et de consolider l’Etat de droit d’autre part.

La mission principale du Médiateur de la République consiste à examiner des réclamations individuelles concernant les actes ou le fonctionnement des solutions, bref, tenté de réconcilier le réclamant avec l’administration.

Pour une efficacité dans le traitement de ces dossiers, le Médiateur de la République doit être entouré d’une équipe de collaborateurs de hauts niveaux ayant des compétences recouvrant tous les secteurs d’activités de l’administration : des juristes, des économistes, des spécialistes en administration, des ingénieurs, etc.

Il faut qu’ils soient en nombre suffisant, sans être pléthorique, pour permettre une célérité dans le traitement des dossiers.

Ce personnel doit en outre, être formé dans l’esprit du principe de la pratique de la médiation et être doué d’un sens d’écoute et de conciliation permettant le rapprochement des points de vue. Son efficacité en dépend.

Depuis l’avènement de la nouvelle Constitution, le Médiateur de la République attend toujours d’une part le votre de la loi organique, et d’autre part, la fin de la crise pour se voir doter des moyens indispensables pour étoffer son Institution, afin de répondre à l’attente légitime de la population.

Dans cette attente, le Médiateur de la République procède à la mise en place progressive d’une structure souple permettant de réponde aux sollicitations de la population.

Le souhait du Médiateur de la République est que très rapidement soient déployés des Médiateurs délégués et que des correspondants dans les administrations lui soient désignés pour une plus grande efficacité de son action. C’est ce qui fait l’objet de ces recommandations.

En attendant de proposer au Gouvernement la stratégie à mettre en place et les moyens à dégager pour permettre au Médiateur de la République de jouer son rôle d’assainissement administratif et de curage socio-politique, il est recommandé de procéder à un découpage administratif permettant au Médiateur de la République de se déployer, par démembrement, sur dix délégations régionales composées comme suit (confrère Recommandation n° III).

B-3- Promouvoir et Défendre l’Etat de droit

"La Promotion et la Défense de la Démocratie, l’Etat de Droit, la Paix Sociale et les Droits de la Personne, les Libertés à protéger".

Depuis une quinzaine d’années, la démocratie s’est imposée à la nation ivoirienne, comme le modèle de gouvernement à adopter pour parvenir au développement économique et à un changement profond des mentalités, afin de bâtir un Etat moderne.

Avec l’adoption d’une nouvelle Constitution le 1er août 2000, la démocratie longtemps rêvée et revendiquée par les Ivoiriens s’est consolidée par et dans le Droit : le titre premier de la Constitution ivoirienne comporte par exemple, vingt (28) articles consacrés aux droits et devoirs des citoyens.

La guerre qui endeuille la Côte d’Ivoire depuis le 19 septembre 2002 est venue freiner, voire mettre à mal les nombreux acquis démocratiques dont la Côte d’Ivoire pourrait à juste titre s’enorgueillir : abolition de la peine de mort, renforcement des libertés individuelles et collectives, nouvelle législation sur la presse, financement des partis politiques, lois relatives aux statuts des partis politiques…

La guerre s’est en effet invitée comme une intruse, à la table de la jeune démocratie : tueries massives des populations, voles et braquages avec des armes de guerre, disparition de personnes, actes de barbaries… la liste n’est malheureusement pas exhaustive.

L’importunité semble avoir acquis droit de cité, la guerre ayant engendré une nouvelle forme de délinquance, difficilement maîtrisable par les moyens classiques de maintien de l’ordre public.

Face à ce triste tableau, que reste-t-il de l’Etat de Droit que la Côte d’Ivoire proclame si fièrement être ? Quelle paix sociale, pour quelle liberté de la personne humaine à protéger ?

Aujourd’hui plus qu’hier, il nous parait impératif d’ériger le respect des Droits de l’Homme en principe sacro-saint à respecter, et à faire respecter en tout temps et en tout lieu. Tant que subsistera en Côte d’Ivoire un pouvoir légal, il lui incombe l’obligation de faire la promotion de la stricte observance par chacun et par tous, des règles fixées par la loi, par ce qu’elle constitue un impératif intangible, fondamental et incontournable de la démocratie.

Nous devons y veiller constamment, à tous les niveaux, si nous voulons réellement maintenir la pérennité de notre système démocratique naissant.

Les autorités administratives indépendantes, sont des organismes publics non juridictionnels. Dépourvus de la personnalité morale elles ont reçu de la loi, la mission d’assurer la régulation des secteurs sensibles, de veiller au respect de certains droit des administrés et sont dotées de garanties statutaires et de pouvoirs leur permettant d’exercer leurs fonctions sans être soumises à l’emprise du gouvernement.

Ces autorités administratives sont pour la plupart nées de la volonté politique de l’Exécutif d’assurer la régularisation dans quelques secteurs stratégiques, notamment : les secteurs des libertés publiques, de la défense des droits de l’homme, des communications et télécommunications, ainsi que les secteurs économiques et financiers. En effet, la faiblesse du contrôle exercé sur l’administration dans ses divers secteurs, en dehors de celui du juge administratif, constitue un risque pour la manifestation de l’arbitraire administratif.

Le Médiateur de la République, par son impartialité et son indépendance, est par excellence, la réponse de la société à ces problèmes d’abus possibles et de contrôle. Il dévoile son utilité sociale face à la défaillance ou aux insuffisances des modes de contrôle éprouvés, en opérant un recen5trage adéquat des rapports entre l’Etat et les citoyens.



CONCLUSION

Le Médiateur de la République, lentement mais sûrement, est en train de renforcer son encrage dans le paysage institutionnel de la Côte d’Ivoire. Depuis son institution en 2000 par la loi fondamentale, l’Institution a reçu et gère …………………. dossiers émanent de citoyens en quête de justice.

Au cours de la dernière période du rapport d’activités la saisine a baissé en raison de la crise politique vécue par notre pays.

Au delà du traitement des réclamations, le Médiateur de la République est devenu un observateur privilégié du fonctionnement de l’administration.

Dans l’accomplissement de sa mission, le Médiateur de la République est appelé à jouer le rôle de protecteur des droits de l’homme, particulièrement lorsque les réclamations reçues mettent en cause l’exercice des droits humains n’est pas expressément exprimée dans la loi n°V2007-540 du 1er Août 2007, elle constitue la finalité naturelle de l’action du Médiateur de la République.

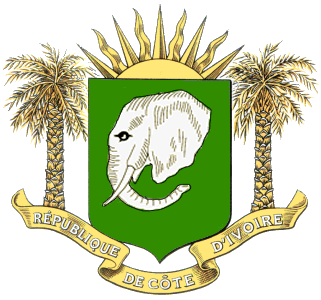
L’instauration des correspondants du Médiateur de la République dans les grandes administrations contribuera à faciliter la mission du Médiateur de la République, à accélérer les procédures de règlement des litiges par un suivi des propositions de solutions soumises par le Médiateur de la République aux responsables des structures concernées.

Le Président de la République, premier destinataire des rapports annuels devrait pouvoir instruire fermement à toutes les administrations, comme c’est le cas dans certains pays, de répondre aux correspondances du Médiateur de la République et de tenir compte de ses recommandations chaque fois que le dysfonctionnement dénoncé est avéré. Le Président de l’Assemblée Nationale, second destinataire des rapports annuels, est aussi sollicité pour organisé des séances publics d’interpellation des me\*\*\* concernés.

Fidèle à sa devise : "Ecouter, Conseiller, Protéger", le Médiateur de la République ne veut pas être stigmatisé comme un avocat ou un procureur.

Il veut assurer la juste mesure, en toute indépendance, dans le respect de la loi.

Le médiateur de la République ambitionne de prendre toute la place qui est la sienne dans la promotion de la bonne gouvernance de l’Etat de droit, de la paix sociale et du respect des textes fondamentaux nationaux et internationaux sur les droits de l’homme. C’est pourquoi son indépendance et son autonomie doivent être préservées par tous les moyens juridiques, humains, matériels et financiers nécessaires à l’accomplissement de sa mission.



**Médiateur de la République** : Autorité administrative indépendante investie d’une mission de service public. Il ne reçoit d’instruction d’aucune autorité. (Article 2 de la loi organique N° 2007-540 du 1er Août 2007)



**Devise : Ecouter-Conseiller-Protéger**

------RAPPORT BILAN D’ACTIVITES 2007-2010--------